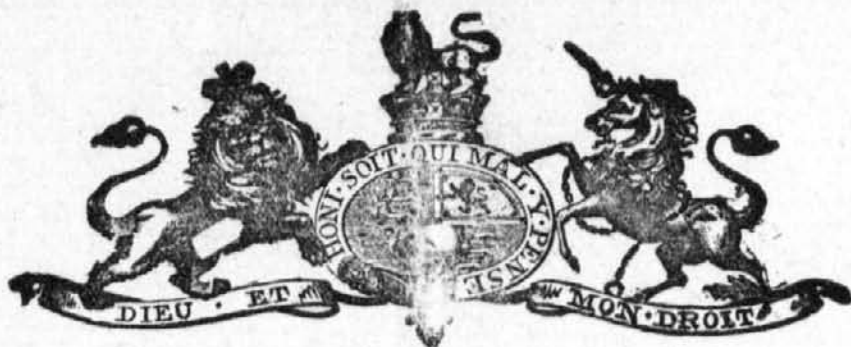




Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 6 FEVRIER 1909.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 4075

PROVINCE DE QUÉBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 3 février 1909.

Le deuxième jour de février mil neuf cent neuf, l'honorable Jérémie L. Décarie, C. R., Ministre de l'Agriculture, de la ville de Notre-Dame de Grâce, dans le district de Montréal, a été élu député à l'Assemblée Législative de la province de Québec pour représenter le district électoral de Hochelaga.

L. G. DESJARDINS,
657 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

PROVINCE DE QUÉBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 4 février 1909.

Le deuxième jour de février mil neuf cent neuf, Monsieur Antonin Galipeault, avocat, de la cité de Québec, a été élu député à l'Assemblée Législative de la province de Québec pour représenter le district électoral de Be lechasse.

L. G. DESJARDINS,
707 Greffier de l'Assemblée Législative.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 6th FEBRUARY, 1909.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 4076

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Quebec, 3rd February, 1909.

The second day of February, one thousand nine hundred and nine, Honorable Jérémie L. Décarie, K. C., Minister of Agriculture, of the town of Notre-Dame de Grâce, in the district of Montreal, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec to represent the electoral district of Hochelaga.

L. G. DESJARDINS,
658 Clerk of the Crown in Chancery.

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Quebec, 4th February, 1909.

The second day of February, one thousand nine hundred and nine, Antonin Galipeault, esq., advocate, of the city of Quebec, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec to represent the electoral district of Be lechasse.

L. G. DESJARDINS,
708 Clerk of the Crown in Chancery.

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 30 janvier 1909, de nommer MM. Siméon Paquet, Aimé Ricard et Georges Vaugeois, conseillers de la municipalité de Saint-Roch de Mékinac, comté de Champlain, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal.

635

Proclamation

Canada,
Province de } C. A. P. PELLETIER.
Québec, }
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, somnés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGTIÈME jour du mois de FEVRIER prochain—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve prorogée au VINGTIÈME jour du mois de FEVRIER prochain.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de la proroger de nouveau au DEUXIÈME jour du mois de MARS prochain, de manière que vous ni en Notre dite Cité de Québec, le dit VINGTIÈME jour de FEVRIER prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MARDI, le DEUXIÈME jour du mois de MARS prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent neuf, et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, the 30th January, 1909, to appoint Messrs. Siméon Paquet, Aimé Ricard and George Vaugeois, councillors of the municipality of Saint Roch de Mékinac, county of Champlain, in virtue of the provisions of article 327 of the municipal code.

636

Proclamation

Canada,
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Quebec, }
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTIETH day of the month of FEBRUARY next—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec stands prorogued to the TWENTIETH day of the month of FEBRUARY next.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit by and with the advice and consent of Our Executive Council of the Province of Québec, further to prorogue it to the SECOND day of the month of MARCH next, so that you and each of you are not bound or obliged to appear in Our City of Québec, on the said TWENTIETH day of FEBRUARY next, and We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on TUESDAY, the SECOND day of the month of MARCH next, at Our said City of Québec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Québec, by the Common Council of Our said Province, may, by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this THIRTIETH day of JANUARY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and nine, and in the ninth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

Avis du Gouvernement

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 30 janvier 1909.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le seizième jour du mois de mars prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le vingt-troisième jour du dit mois, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le trentième jour du dit mois de mars.

L. G. DESJARDINS,
633 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 29 janvier 1909.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné qu'il soit établi un tarif en conformité de l'article 1414a des S. R. P. Q., tel qu'édicte par la loi 6 Ed. VII, ch. 19, sec. 21, et que ce tarif soit d'une piastre pour chaque permis de tuer un orignal, 2 caribous et 2 chevreuils. On pourra, néanmoins, sur demande accompagnée d'une déclaration solennelle adressée au ministre de la colonisation des mines et pêcheries, émettre gratuitement en faveur des habitants, les permis nécessaires pour faciliter la vente des peaux d'animaux tués par eux pour la subsistance de leurs familles.

GUSTAVE GRENIER,
631 Greffier du Conseil Exécutif.

Québec, 29 janvier 1909.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Louis Albert Bédard, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Rémi, dans le comté de Napierville, district d'Iberville, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Charles Bédard, en son vivant notaire public, pratiquant au dit lieu de Saint-Rémi, comté et district aforesdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
627 Secrétaire de la province.

No 3-09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, QUÉBEC.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été adressée au Surintendant de l'Instruction publique, Québec, à l'effet de faire ériger en municipalité scolaire, sous le nom de Lalemant, le canton Guérin, dans le comté de Pontiac, avec les limites qui lui sont assignées par proclamation du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 15 avril 1904.

701

No 46-09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, QUÉBEC.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été adressée au Surintendant de l'Instruction publique, Québec, à l'effet de faire annexer à la municipalité scolaire de Saint-Damase, dans le comté de Matane, les lots de terre Nos 1, 2, 3, 4, 5 et 6, des rangs VIII et IX du canton Cabot, qui ne font partie d'aucune autre municipalité scolaire.

699

Avis est par le présent donné qu'à une séance du conseil de ville de Montréal, tenue le 30 novembre 1908, M. George A. Morrison a été nommé reviseur des listes électorales provinciales pour la cité de

Government Notices

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Québec, 30th January, 1909.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the sixteenth day of the month of March next, that no private bill shall be introduced after the twenty-third day of said month, that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the thirtieth day of said month of March.

L. G. DESJARDINS,
634 Clerk of the Crown in Chancery.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 29th January, 1909.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that a tariff be established in conformity with article 1414a of the R. S. P. Q., such as enacted by the act 6 Ed. VII, ch. 19, sec. 21, and that such tariff be one dollar for each permit to kill one moose, 2 cariboo and 2 deer. Nevertheless, on application accompanied by a solemn declaration addressed to the Minister of Colonization, Mines and Fisheries, the necessary permits to facilitate the sale of the animals skins killed by the inhabitants for the support of their families, may be issued gratuitously in their favor.

GUSTAVE GRENIER,
632 Clerk of the Executive Council.

Québec, 29th January, 1909.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by Louis Albert Bédard, esquire, notary public, practising and residing at Saint Rémi, in the county of Napierville, district of Iberville, by which he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Charles Bédard, in his lifetime notary public, practising at the said Saint Rémi, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
628 Provincial secretary.

No. 3-09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION, QUÉBEC.

Notice is hereby given that application has been made to the Superintendent of Public Instruction Québec, to erect into a school municipality, under the name of Lalemant, the township Guérin, in the county of Pontiac, with the limits assigned to it by proclamation of the Lieutenant Governor of the province of Québec, dated the 15th April, 1904.

702

No. 46-09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION, QUÉBEC.

Notice is hereby given that application has been made to the Superintendent of Public Instruction, Québec, to annex to the school municipality of Saint Damase, in the county of Matane, the lots of land numbers 1, 2, 3, 4, 5 and 6, of the ranges VIII and IX of Cabot township, which form part of no other school municipality.

700

Notice is hereby given that at a meeting of the city council of Montreal, held the 30th November, 1908, Mr. George A. Morrison has been appointed revisor of the provincial electoral lists for the city

Montréal, en remplacement de M. A. L. DeMartigny, décédé.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 3 février 1909.

637

Québec, 14 janvier 1909.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à son honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Omer Adéard Lemire, écrivain, notaire public, pratiquant et demeurant en la cité de Trois-Rivières, district de Trois Rivières, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Pierre Léger Hubert, en son vivant notaire public, de la cité de Trois-Rivières, dit district, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

389.4

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19 janvier 1909, constituant en corporation MM. Louis Joseph Cartier, comptable, Esiof L. Patenaude, avocat, Odilon Lemire, marchand, Benjamin Mercier, marchand, de la cité de Montréal. Charles D. Tylee, comptable, de Sainte-Thérèse de Blainville, dans le but suivant, savoir : construire ou entreprendre des travaux de construction et manufacturer de la brique et tous autres matériaux employés dans la construction, avec pouvoir d'agir comme agents pour d'autres personnes ou corporation faisant semblables opérations.

Acquérir les propriétés et les usines situées à Acton Vale, appartenant à J. W. Lavoie, notaire, et à J. Emile Léonard, avocat, ainsi que toutes autres propriétés nécessaires à telle exploitation, et en payer le prix en tout ou en partie au moyen d'actions délimitées de la dite compagnie.

Emettre des débentures, billets promissaires ou autres effets commerciaux pour les fins de tel commerce.

Faire toutes les opérations commerciales ou autres nécessaires à l'exploitation et aux opérations de la dite compagnie, sous le nom de "La Compagnie de Briques d'Acton, incorporée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de janvier 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19 janvier 1909, constituant en corporation MM. Napoléon Géois, marchand, Emmanuel Maranda, commis, et François-Xavier Readman, voyageur de commerce, de Saint-Raymond, Onésime Readman, industriel, et Alexis Boivin, industriel, de la cité de Québec, dans le but suivant, savoir : la fabrication et le commerce de pûes en acier, de coffres forts, de portes de voûte et de sûreté, et de faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie, sous le nom de "The Interprovincial Steel Stove Co.", avec un capital total de sept mille piastres (\$7,000.00), divisé en soixante et dix (70) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera à Saint-Raymond.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de janvier 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

of Montreal, to replace Mr A. L. DeMartigny, deceased.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 3rd February, 1909.

638

Quebec, 14th January, 1909.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Joseph Omer Adéard Lemire, esq., notary public, practising and residing in the city of Three Rivers, district of Three Rivers, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Pierre Léger Hubert, in his lifetime notary public, of the city of Three Rivers, said district, in accordance with the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

390

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 19th January, 1909, incorporating Messrs. Louis Joseph Cartier, accountant, Esiof L. Patenaude, advocate, Odilon Lemire, merchant, Benjamin Mercier, merchant, of the city of Montreal. Charles D. Tylee, accountant, of Sainte-Thérèse de Blainville, for the following purpose, to wit : construct or undertake works of construction and manufacture brick and all other materials used in construction work, with power to act as agents for other persons or corporations in a business of a like nature.

To acquire the properties and the works situate at Acton Vale, belonging to J. W. Lavoie, notary, and to J. Emile Leonard, advocate, as well as any other property necessary for such operation, and to pay for same in whole or in part by paid up shares of the said company.

To issue debentures, promissory notes or other commercial documents for the purposes of such business.

To make any commercial transactions or other necessary for the working and the operations of the said company, under the name of "La Compagnie de Briques d'Acton, Incorporée", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in this province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this nineteenth day of January, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 19th day of January, 1909, incorporating Messrs. Napoléon Géois, merchant, Emmanuel Maranda, clerk, and François-Xavier Readman, commercial traveller, of Saint-Raymond, Onésime Readman, manufacturer, and Alexis Boivin, manufacturer, of the city of Quebec, for the following purpose, to wit : to manufacture and deal in steel stoves, strong boxes, safe doors, and to do anything relative to the objects of the company, under the name of "The Interprovincial Steel Stove Co.", with a total capital of seven thousand dollars (\$7,000.00), divided into seventy (70) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be at Saint-Raymond.

Dated from the office of the secretary of the province, this nineteenth day of January, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21 janvier 1909, constituant en corporation MM. Ferdinand Brais, bourgeois, John Masse, marchand, Louis N. Levesque, gentilhomme, Anastase Valois, cultivateur, de Roxton Falls, Edouard Paquet, contre-maître, de la ville de Waterloo, dans le but suivant, savoir : acquérir tous biens immeubles, machineries, matériaux et autres choses nécessaires à la confection de chaises de toutes sortes, et autres objets en bois généralement, et la vente de ces mêmes objets, sous le nom de "The Roxton Wood Manufacturing Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera à Roxton Falls.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de janvier 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

547-2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 19e jour de janvier 1909, constituant en corporation MM. Philip Dorion, de Oka, explorateur, J. Maxime Pominville, médecin, Hormisdas Lafrance, fabricant de beurre, et Charles Guindon, cultivateur, de Saint-Joseph du Lac, et Victor Labelle, hôtelier, de Saint-Charles du Lac, dans les buts suivants, savoir : prospecter à l'aide de sondages au diamant (diamond drill) des minéraux, et vendre les produits, sous le nom de "Oka Diamond Drilling Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera à Saint-Eustache.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de janvier 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

549-2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 21st day of January, 1909, incorporating Messrs. Ferdinand Brais, bourgeois, John Masse, marchand, Louis N. Levesque, gentleman, Anastase Valois, farmer, of Roxton Falls, Edouard Paquet foreman, of the town of Waterloo, for the following purpose, to wit : to acquire any immovable machinery, materials or other things necessary for the manufacture of all kinds of chairs, and other objects generally in wood, and the sale of same, under the name of "The Roxton Wood Manufacturing Company", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be at Roxton Falls.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty first day of January, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

548

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 19th day of January, 1909, incorporating Messrs. Philip Dorion, of Oka, prospector, J. Maxime Pominville, physician, Hormisdas Lafrance, butter manufacturer and Charles Guindon, farmer, of Saint Joseph du Lac, and Victor Labelle, hotel keeper, of Saint Charles du Lac, for the following purposes, viz : prospecting with diamond drill for minerals, and sell the products, under the name of "Oka Diamond Drilling Company", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be at Saint Eustache.

Dated from the provincial secretary's office, this nineteenth day of January, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

550

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the English and French languages, and in one news

et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2. — L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,
Assistant G. C. I.

4077

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de

paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. — Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridges or not, and the dimensions for the same.

60. — The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended ; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2. — The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,
Assistant C. L. C.

4078

LEGISLATIVE ASSEMBLY,

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of

Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer les lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constituer de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que des dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydrau-

Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition, and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred,

lique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'imprimeur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de

with the names of the places in which they are to be exercised

Plans showing the routes of such Railway-, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the const-

ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

4079.2

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

litation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officer or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

4080

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly

Demande à la Législature

Les soussignés demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de leur accorder une charte le constituant, ainsi que t u e personne qui se joindra à eux, en corporation, sous le nom de "La Ligue Antialcoolique de Québec".

L'objet de cette ligue est de promouvoir la cause de la tempérance, de combattre l'alcoolisme par tous les moyens légaux, par la parole, par les écrits, et spécialement en faisant poursuivre devant les tribunaux toutes les offenses commises contre la loi des licences.

O. CLOUTIER Ptre.
P. B. DUMOULIN,

CHS. LANGEIER,
C. R. PAQUIN M. D.,
EDM. ROUSSEAU.
Québec, 1er février 1909.

649

Avis est présentement donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la succession de feu John Henry Wilson, de la cité de Montréal, pour obtenir la passation d'une loi autorisant les exécuteurs testamentaires du dit feu J. H. Wilson à augmenter la rente annuelle payable à chacun de ses enfants, aux termes de son testament.

L. LYMAN,
Procureur pour la requérante.

Montréal, 2 février 1909.

647

Avis est par le présent donné que J. A. Bélanger, médecin, de Grosse Pointe, dans l'état de Michigan, l'un des états-unis d'Amérique, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la médecine, sans examen.

DESAULNIERS & VALLEE.
Montréal, 1er février 1909.

639

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que la corporation de la ville de Limoilou s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la charte de la dite ville, re: élection, qualification et nombre des échevins, pouvoir d'emprunt, listes et nombre des quartiers, privilèges, et toutes choses concernant l'intérêt général de la ville.

J. E. CHAPLEAU,
Sec. trésorier.
P. AUG. CHOQUETTE,
Procureur de la corporation de
la ville de Limoilou.

29 janvier 1909.

685

Les grevés et le curateur à la substitution créée par le testament de feu Isaïe Hurtubise, fils, donnent avis qu'ils présenteront un bill à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire ratifier par la législature la nomination d'un exécuteur testamentaire, et les divers actes qui ont été faits concernant l'administration de la dite succession, et lui concéder les pouvoirs nouveaux quant à la vente des biens de la dite substitution.

LORANGER & PRUD'HOMME,
Procureurs.

Montréal, 3 février 1909.

679

Application to the Legislature

The undersigned will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act of incorporation, under the name of "Ligue Antialcoolique de Québec".

Its object being to promote the cause of temperance, to combat alcoholism by all legal means, by speech, by writings, and specially by bringing to the attention of the courts all offences committed against the licence law.

O. CLOUTIER, ptre.
P. B. DUMOULIN,

CHS. LANGEIER,
C. R. PAQUIN M. D.,
EDM. ROUSSEAU.
Quebec, 1st February, 1909.

650

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the estate of the late John Henry Wilson, of the city of Montreal, for the passing of a law authorizing the testamentary executors of said J. H. Wilson to increase the annual rent payable to each of the latter's children, under his last will.

L. LYMAN,
Attorney for petitioner.

Montréal, 2nd February, 1909.

648

Notice is hereby given that J. A. Bélanger, doctor in medicine, of Grosse Pointe, in the state of Michigan, one of the united states of America, will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to admit him to the practice and profession of medicine without examination.

DESAULNIERS & VALLEE.
Montreal, 1st February, 1909.

640

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the Corporation of the town of Limoilou will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the charter of the said town, re: election, qualification and number of aldermen, borrowing powers, lists and number of wards, privileges and anything concerning the general interest of the town.

J. E. CHAPLEAU,
Sec. treasurer.
P. AUG. CHOQUETTE,
Attorney for the corporation of
the town of Limoilou.

29th January, 1909.

686

The institutes and the curator to the substitution created by the will of the late Isaïe Hurtubise, jr., give notice, they will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for a bill to ratify the appointment of a testamentary executor, and the various acts made concerning the administration of the said estate, and to grant him the new powers as to the sale of the properties of the said substitution.

LORANGER & PRUD'HOMME,
Attorneys.

Montreal, 3rd February, 1909.

680

Avis que la "Montreal Trust and Deposit Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi pour lever les doutes qui peuvent exister sur la validité de son titre à la partie du lot No 3600, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; bornée en front, au sud, partie par le chemin de la Côte Saint-Paul conduisant au pont sur le canal de Lachine et partie par le terrain du dit canal; à l'est par la propriété de la compagnie Montreal Gas, étant une partie du dit lot; en arrière, au nord, partie par le numéro officiel 3414 et partie par le centre de l'ancien cours de la rivière Saint-Pierre, et à l'ouest par les lots numéros officiels 3920, 3921, 3922, 3923, 3924, 3925, 3926, 3928, 3601 et 3602, et pour faire ratifier son dit titre, en autant qu'il peut être nécessaire.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 3 février 1909. 663

AVIS.

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature de Québec et au gouvernement provincial, à la prochaine session, pour obtenir que la charte de la "Montreal Light, Heat & Power Company" soit modifiée afin d'empêcher cette compagnie d'exercer les droits et privilèges qu'elle prétend posséder, tant en son nom qu'au nom d'autres compagnies, de manière à priver la cité de la maîtrise et de la jouissance de ses rues et places publiques, et aussi pour obtenir que la cité ait le droit de se servir des poteaux de la dite compagnie, de la forcer à mettre ses fils sous terre et à se soumettre à ce que l'intérêt de la cité et de son autonomie municipale exigera.

La dite cité demandera aussi les pouvoirs nécessaires pour faire l'acquisition du chemin Saint Michel.

695

L. O. DAVID,
Greffier de la cité.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par les exécuteurs, fidéicommissaires et légataires fiduciaires et par les représentants légaux de feu William Murray, pour obtenir un acte afin de définir les pouvoirs des dits exécuteurs, fidéicommissaires et légataires fiduciaires agissant en vertu du testament du dit feu William Murray au sujet de la prise de possession des biens au temps durant lequel leurs pouvoirs et autorité s'étendent en vertu des dispositions du dit testament.

LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE, & POPE.
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 3 février 1909. 695

Avis est par les présentes donné que Côme A. Dugas, médecin, Joseph George Dubeau, courtier d'assurance, A. Hector Desloges, médecin, Joseph A. Mercier, avocat, et Joseph Charles Hector Dussault, avocat, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les constituant en corporation et ceux qu'ils pourront s'adjoindre sous le nom de "National Weekly Indemnity Company", aux fins de faire le commerce d'assurance contre les pertes souffertes par les accidents et la maladie.

J. C. H. DUSSAULT,
Procureur des requérants.
Montréal, 1er février 1909. 665

Notice that the Montreal Trust and Deposit Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to take away any doubt which may exist on the validity of its title to that part of lot No. 3600, of the plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front, to the south, partly by Côte Saint Paul road leading to the bridge crossing the Lachine canal and partly by the property of the said canal; to the easterly side by the property of the Montreal Gas Company being a part of said lot; in rear to the north, partly by official No. 3414 and partly by the centre of the actual former river Saint Pierre, and on the westerly side by the official lots Nos. 3920, 3921, 3922, 3923, 3924, 3925, 3926, 3928, 3601 and 3602, and to ratify its said title, in as much as necessary.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,
Solicitors for applicant.
Montreal, 3rd February, 1909. 664

NOTICE.

The city of Montreal gives notice that it will apply to the Quebec Legislature and to the Provincial Government, at the coming session, for legislation, to the effect of amending the charter of the Montreal Light, Heat & Power Company, so as to prevent said company from exercising the rights and privileges which it alleges it is vested with both in its own name and in the name of other companies, in such a manner as to deprive the city of the control of its streets and public places, and also to the effect of empowering the said city to use the poles of said company, to compel such company to place its wires underground and to submit to such conditions and limitations as the interest of the city and of its municipal autonomy may require.

The said city will also apply for the necessary powers to acquire the Saint Michel road.

696

L. O. DAVID,
City clerk.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the executors, trustees and fiduciary legatees, and by the legal representatives of the late William Murray, for the passing of an act to define the powers of the said executors, trustees and fiduciary legatees acting under the last will and testament of the said late William Murray with respect to their seizing of the estate and the time during which their powers and authority extend under the terms of the said will.

LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Solicitors for applicants.
Montreal, 3rd February, 1909. 694

Notice is hereby given that, Côme A. Dugas, physician, Joseph George Dubeau, insurance broker, A. Hector Desloges, physician, Joseph A. Mercier, advocate, and Joseph Charles Hector Dussault, advocate, all of the city of Montreal, will apply to the Legislature of this province, at its next session, to obtain a bill constituting them, and all others who may join them, a corporation under the name of the "National Weekly Indemnity Company", for the purpose of indemnifying against losses suffered by accidents and sickness.

J. C. H. DUSSAULT,
Attorney for petitioners.
Montreal, 1st February, 1909. 666

Avis est par le présent donné que G. W. O. Matthews, surintendant, et C. L. Girard, cultivateur, contribuables de la paroisse de Saint-Sauveur; J. W. Kimpton, industriel, J. S. Stephens, charretier, J. W. Boyd, marchand, contribuables de la paroisse de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, s'adresseront à la législature de cette province, à sa prochaine session, afin d'obtenir une loi incorporant en municipalité de village, sous le nom de municipalité du village de Shawbridge, le territoire comprenant ces parties des paroisses de Saint-Sauveur et de Saint-Jérôme, situées entre la ligne de division nord du lot No 3, de la paroisse de Saint-Sauveur au nord; la rivière du Nord à l'ouest; les lignes de division sud des lots 338, 339 et 337 de la paroisse de Saint-Jérôme, au sud; et la ligne du canton d'Abercrombie à l'est, avec en outre les lots 18-a du 6^e rang, 18-a, 18-b, 19-a, 19-b et 20-a du 5^e rang, et 19-c, 19-d et 20 du 4^e rang du dit canton d'Abercrombie, et afin d'obtenir aussi tous les pouvoirs nécessaires au village projeté.

RINFRET & MARCHAND,

Procureurs des requérants.

Saint-Jérôme, 11 janvier 1909. 319-4

AVIS.

La Compagnie de Pouvoir Electrique Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander à amender sa charte, dans le but de changer son émission d'actions, d'augmenter son pouvoir d'émettre des bons et autres fins.

A. GIRARD,

Président.

J. O. MATTE,

Secrétaire.

Québec, 21 janvier 1909. 537.2

AVIS PUBLIC

Et par le présent donné que mesdemoiselles Herminie Têtu, Azarine Caron, Valérie Rivard, Amélie Smith et Marie Hamel, de la cité de Québec, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les constituant en corporation, elles et toutes autres personnes qu'elles pourront s'adjoindre, sous le nom de "L'Œuvre de Protection des Jeunes Filles", avec pouvoir d'acquérir et posséder des biens et autres fins.

SIROIS & SIROIS,

Procureurs des requérantes.

Québec, 23 janvier 1909. 545.2

Avis est par le présent donné que Alexis Turgeon, de la cité de Sorel, district de Richelieu, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'un bill aux fins d'autoriser le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire, après examens.

G. E. MATHIEU,

Avocat du requérant.

Sorel, 16 janvier 1909. 541.2

Avis est par les présentes donné que la ville de Saint-Louis demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi, amendant sa charte d'incorporation, à l'effet de ratifier le règlement No 149, passé par la dite ville, le 9 juin, approuvé par les électeurs propriétaires, le 14 juillet, et autorisé par le lieutenant-gouverneur, le 4 août 1908, décrétant l'annexion de la dite ville de Saint-Louis à la cité de Montréal, aux conditions portées au dit règlement, et pour d'autres fins.

BISAILLON & BROSSARD,

Procureurs de la ville de Saint-Louis.

Montréal, 22 janvier 1909. 593.2

Notice is hereby given that G. W. O. Matthews, superintendent, and C. L. Girard, farmer, ratepayers of the parish of Saint Sauveur; J. W. Kimpton, manufacturer, J. S. Stephens, carter, and J. W. Boyd, merchant, ratepayers of the parish of Saint Jerome, county of Terrebonne, will apply to the Legislature of this province, at its next session, for a law incorporating as a village municipality, under the name of the municipality of the village of Shawbridge, the territory comprised those portions of the parishes of Saint Sauveur and Saint Jerome, comprised between the northern division line of lot No. 3 of the parish of Saint Sauveur to the north; the north river to the west; the southern division lines of lots Nos. 338, 339 and 337 of the parish of Saint Jerome to the south; and the division line of the township of Abercrombie to the east, with also lot No. 18a of the 6th range, lots 18-a, 18-b, 19-a, 19-b and 20 of the 5th range, and lots 19-c, 19d and 20 of the 4th range of the said township of Abercrombie, and to obtain all powers necessary for the proposed village.

RINFRET & MARCHAND,

Attorneys for petitioners.

Saint Jerome, 11th January, 1909. 320

NOTICE.

The Quebec Electric Power Company will apply to the Legislature of this province, at its next meeting, to amend its charter in order to change the issue of his shares and to increase the power of issuing bonds and other purposes.

A. GIRARD,

President.

J. O. MATTE,

Secretary

Quebec, 21st January, 1909. 538

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the Misses Herminie Têtu, Azarine Caron, Valérie Rivard, Amélie Smith and Marie Hamel, of the city of Quebec, shall make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act incorporating them and any other persons as "L'Œuvre de Protection des Jeunes Filles", with the right of possessing real estate and for other purposes.

SIROIS & SIROIS,

Attorneys for the petitioners.

Quebec, 23rd January, 1909. 546

Notice is hereby given that Alexis Turgeon, in the city of Sorel, Richelieu district, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill authorizing the college of dental surgeons of the province of Quebec, to admit him to the practice of dental surgery after examinations.

G. E. MATHIEU,

Attorney for applicant.

Sorel, 16th January, 1909. 542

Notice is hereby given that the town of Saint Louis will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act amending its charter of incorporation, for the purposes of ratifying by-law No. 149, passed by the said town, on the 9th of June, approved by the proprietors, on the 14th of July, and authorized by the lieutenant-governor, on the 4th of August 1908, enacting the annexion of the said town of Saint Louis to the city of Montreal, upon the conditions mentioned in the said by-law, and for others purposes.

BISAILLON & BROSSARD,

Solicitors for the town of Saint Louis.

Montreal, 22nd January, 1909. 594

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte divisant la municipalité de la paroisse de Sainte-Thècle, dans le comté de Champlain, pour y ériger une municipalité de village distincte et séparée de la première, qui serait connue sous le nom de "municipalité du village de Sainte-Thècle".

Cette nouvelle municipalité serait bornée au nord et au nord-ouest, partie par le lot No 86, appartenant à Théophile Magnan, et partie par le lot No 85, appartenant à Philorum Béland, à Cyprien Guillemette, à la Fabrique de Sainte-Thècle et au Lac Chicot; au sud-ouest et au sud par le lot No 82, appartenant à Jean Plamondon; au sud-est par la ligne du Canadian Northern Quebec Railway Company, et au nord-est par partie du lot No 87, les immeubles qu'elle devra comprendre faisant partie des lots Nos 83, 84, 85 et 86, du cadastre, pour la dite municipalité.

ANTONIN GALIPEAULT,
Procureur des requérants.

Québec, 25 janvier 1909.

563-2

La corporation du village de Laprairie s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte spéciale l'incorporant en ville, agrandissant son territoire, par l'annexion d'une partie de la Commune de Laprairie et d'une partie du territoire de la paroisse de Laprairie, lui permettant d'exproprier toutes parties de la Commune de Laprairie, dans les limites de son territoire et de soumettre toute partie de la Commune de Laprairie, qui serait incluse dans le territoire de la requérante au contrôle absolu de cette dernière, d'établir et de maintenir des chemins dans la dite Commune, soumettant la requérante à la loi des cités et villes, 1903, mais limitant le nombre et fixant le taux des licences d'hôtels et autres; divisant la ville en quartiers, changeant le mode d'élection du maire et des conseillers; réglant le taux des impositions foncières générales ou spéciales; réglant les rapports de la requérante avec les syndics de la Commune de Laprairie, et toutes autres personnes ou corporations ayant des droits sur icelle et définissant leurs droits et obligations respectifs; modifiant la loi 49-50 Victoria, chapitre 58; fixant la date du paiement des taxes foncières ou autres; déterminant la qualification des électeurs; réglant la passation et l'approbation des règlements par les électeurs, spécialement en ce qui concerne les privilèges et franchises accordés par la requérante pour des fins d'utilité publique, la confection de la liste électorale, définissant le pouvoir d'emprunt, permettant d'accorder privilèges à des compagnies de tramways et autres, pour le transport des passagers ou du fret et de passer contrats à cette fin et pour autres fins.

LAURENDEAU, PELLETIER
& PELLETIER,
Avocats de la requérante.

Montréal, 27 janvier 1909.

587-2

Avis public est par les présentes donné, que la cité des Trois-Rivières, s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander la passation d'un acte autorisant et garantissant un emprunt pour venir en aide aux victimes de l'incendie du vingt-deux juin mil neuf cent huit, de la cité des Trois-Rivières, et pour autres fins.

L. T. DESAULNIERS,
Sec.-trés., cité des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, 13 janvier 1909.

369-4

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to divide the municipality of the parish of Sainte-Thècle, in the county of Champlain, to erect therein a distinct and separate village municipality from the former to be known as the "village municipality of Sainte-Thècle".

This new municipality will be bounded on the north and north west, partly by lot No. 86, belonging to Théophile Magnan, and partly by lot No. 85, belonging to Philorum Béland, to Cyprien Guillemette, to the Fabric of Sainte-Thècle and to Lake Chicot; on the south west and on the south by lot No. 82, belonging to Jean Plamondon; on the south east by the Canadian Northern Quebec Railway line, and on the north east by part of lot No. 87, the immovables which it shall comprise form part of lots Nos. 83, 84, 85 and 86, of the cadastre, for the said municipality.

ANTONIN GALIPEAULT,
Attorney for petitioners.

Québec, 26th January, 1909.

564

The corporation of the village of Laprairie will apply to the Legislature of this province of Quebec, at its next session, to obtain a special charter incorporating the said village as a town, enlarging its territory, by the annexation of the "Commune de Laprairie," and of one portion of the territory of the parish of Laprairie, authorizing it to expropriate all portions of the "Commune de Laprairie" within the limits of its territory, and to submit all portion of the "Commune de Laprairie" which should be enclosed within the territory of the petitioner to the absolute control of the latter, to establish and maintain roads in the said Commune, submitting the petitioner to the act of the cities and towns, 1903, but limiting the number and fixing the rate of the licences for hotels and others; dividing the town in wards, changing the mode of the election of the mayor and councillors; regulating the rate of the general or special ground impositions; regulating the relations of the petitioner with the trustees of the "Commune de Laprairie", and all other persons or corporations having some rights upon the latter and determining their respective rights and obligations; amending the act 49-50 Victoria, chapitre 58; fixing the date for the payment of the ground taxes or others; determining the qualifications of the electors, regulating the adoption and approbation of by-laws by the electors, specially concerning the privileges and franchises granted by the petitioner for public utilities, the making of the electoral list, determining the borrowing power, authorizing the granting of privileges to tramways companies or others for the carrying of passengers or freight and the passing of deeds to that effect and for other ends.

LAURENDEAU, PELLETIER
& PELLETIER,
Attorneys for the petitioner.

Montreal, 27th January, 1909.

588

Public notice is hereby given that, the city of Three Rivers, will apply to the legislature of this province, at its next session, for the passing of an act authorizing and guaranteeing a loan in aid of the victims of the fire of the twenty second of June, nineteen hundred and eight, of the city of Three Rivers, and for other purposes.

L. T. DESAULNIERS,
Sec. treas., city of Three Rivers.
Three Rivers, 13th January, 1909.

370

AVIS PUBLIC.

Avis est par les présentes donné que la corporation de la ville Emard s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte amendant dans les cas suivants, les lois 8 Edouard VII, chapitre 103 et 3 Edouard VII, chapitre 38, et demandant certains pouvoirs plus étendus, comme suit :

(a) Amender les articles 471 et 472 de la loi 3 Edouard VII, chapitre 38, de manière à ce que :

1° La prescription des cotisations pour égouts ne commence à courir, dans tous les cas, qu'à l'expiration du délai accordé pour le paiement des dites cotisations, en vertu des règlements de la corporation.

2° Le privilège accordé par l'article 471 ci-dessus mentionné, subsiste tant et aussi longtemps que la prescription ne sera pas acquise dans le cas prévu plus haut.

(b) Ratification d'un contrat passé devant Beaulieu, notaire, entre la ville Saint-Paul et la ville Emard, lequel contrat accorde à la ville Saint-Paul le droit de placer, à ses frais, un trottoir sur le côté est de la 1ère Avenue, et aux propriétaires de la ville Saint-Paul, dont les propriétés sont situées sur la dite avenue, le droit de drainer leurs propriétés dans l'égout collecteur construit par la ville Emard sur la dite 1ère Avenue.

(c) Ratification d'un contrat passé entre "The Mount Royal Spinning Co., Ltd.," accordant à la compagnie, dont les propriétés sont situées dans la ville Saint-Paul, le droit de raccorder ses drains au canal d'égout de la ville Emard.

(d) Amender le paragraphe premier de l'article 383 de la loi 3 Edouard VII, chapitre 38, de manière à donner à la corporation le pouvoir de forcer les propriétaires, dans certaines rues, à lâir à sept pieds de la ligne de la rue.

(e) Amender le paragraphe 3 de l'article 386 de la dite loi de manière à ce que la dite corporation puisse construire des trottoirs dans les rues de la municipalité aux frais de la corporation et des propriétaires dont les immeubles sont situés sur les rues où ces trottoirs auront été faits ; de manière à ce que le dit conseil puisse distribuer, comme il le jugera à propos, le coût de la construction des dits trottoirs entre elle et les dits propriétaires adjacents ; de manière à ce que le dit conseil ait le droit d'imposer une cotisation spéciale à cet effet sur les dits propriétaires soit en raison de l'étendue du front de leurs propriétés, ou autrement ainsi que pour prescrire la manière dont la dite cotisation devra être prélevée.

CODERRE, CEDRAS & CEDRAS,

Procureurs de la

corporation de la ville Emard.

Corporation de la ville Emard, 13 janvier 1909.

343-4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faire à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par The Eastern Trust Company, (incorporée par acte du Parlement du Canada, sanctionné le 1er avril 1893, 56 Victoria, ch. 84), ayant son principal bureau dans la cité d'Halifax, dans la province de la Nouvelle-Ecosse, et faisant affaires dans la dite province et ailleurs, pour obtenir un acte afin de l'autoriser à faire des affaires dans la province de Québec, à accepter la position de fiduciaire, exécuteur, liquidateur, administrateur, tuteur et curateur, à exercer tels autres pouvoirs conférés à des compagnies semblables dans cette province, et pour autres fins.

CASGRAIN, MITCHELL &

SURVEYER,

Solliciteurs de la requérante.

Daté à Montréal, ce 13e jour de janvier 1909.

367-4

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Emard will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend the following, the act 8 Edward VII, chapter 103 and 3 Edward VII, chapter 38, and praying for certain more extensive powers, as follows :

(a) To amend articles 471 and 472 of act 3 Edward 7, chapter 38, so that :

1. The prescription of assessments for drains does not begin to run, in any case, until the expiration of the delay granted for the payment of the said assessments, in virtue of the by-laws of the corporation :

2. The privilege granted by article 471 above mentioned remains in force in as much and as long as the prescription shall not be acquired in the case foreseen above.

(b) The ratification of a contract made before notary Beaulieu, between the town of Saint Paul and the town of Emard, which contract grants the town of Saint Paul the right to place, at its costs, a sidewalk on the east side of the first Avenue and to the proprietors of the town of Saint Paul, whose properties are situate on the said Avenue, the right to drain their properties in the main sewer constructed by the town of Emard on the said first avenue.

(c) The ratification of a contract made between The Mount Royal Spinning Co., Ltd., granting to the company, whose property is situated in the town of Saint Paul, the right to connect its drains with the sewer pipe of the town of Emard.

(d) To amend the first paragraph of article 383 of the act 3 Edward VII, chapter 38, so as to give the corporation the power to oblige the proprietors, in certain streets, to build seven feet from the street line.

(e) To amend paragraph 3 of article 386 of the said act so that the said corporation may construct sidewalks in the streets of the municipality at the cost of the corporation and the proprietors whose immovables are situated on the streets where these sidewalks may be made ; so that the said council may distribute, as it may judge proper, the cost of the construction of the said sidewalks, between it and the said adjoining proprietors ; so that the said council may have the right to impose a special assessment to this effect on the said proprietors either in accordance with the extent of frontage of their properties or otherwise, as also to prescribe the manner the said assessment shall be levied.

CODERRE, CEDRAS & CEDRAS,

Attorneys for the

corporation of the town of Emard.

Corporation of the town of Emard, 13th January, 1909.

344

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Eastern Trust Company, (incorporated by act of the parliament of Canada, assented to 1st April, 1893, 56 Victoria, ch. 84), having its head office at the city of Halifax, in the province of Nova Scotia and carrying on business in said Province and elsewhere, for an act to authorize it to carry on its business in the province of Quebec, to accept the position of trustee, executor, liquidator, administrator, tutor and curator, to exercise such other powers as are conferred upon similar companies in this province, and for other purposes.

CASGRAIN, MITCHELL &

SURVEYER,

Solicitors for applicant.

Dated at Montreal, this 13th day of January, 1909.

368

Avis est donné que Joseph Adélarde Provencher, étudiant en droit, de la cité des Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières, présentera à la prochaine session de la législature de la province de Québec, un projet de loi à l'effet d'amender le statut de 1903, 3 Édouard VII, chapitre 139, en substituant aux mots "l'examen final" dans la troisième ligne de l'article premier, les mots "un examen oral sur le code civil, le code de procédure civile et le code criminel".

J. A. TESSIER,

Procureur du dit J. A. Provencher.
Trois-Rivières, 20 janvier 1909. 499.3

AVIS.

Il est donné avis par le présent que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session par Macolm Fraser, Archibald Andrew Fraser, tous deux de la ville de Fraserville, par Dame Alice Fraser, de la cité de Montréal, épouse de Hector Prévost, et par Arthur C. Sutherland et Dame Marie Anne Brunelle, épouse du dit Arthur C. Sutherland, de la dite ville de Fraserville, tuteurs conjoints à Marie Yvonne Henriette Fraser, fille mineure de feu Joseph William Fraser, les héritiers de feu William Fraser, en son vivant seigneur des seigneuries de la Rivière du Loup, de Verbois, de Le Parc et de Villeray, de permettre aux dits héritiers de concéder et vendre légalement, nonobstant la minorité de la dite Marie Yvonne Henriette Fraser, les terrains situés dans les dites seigneuries Rivière du Loup, de Verbois, de Le Parc et de Villeray.

BEDARD, CHALOUT & PREVOST,

Procureurs des requérants.
Québec, 18 janvier 1909. 497-3

Avis est, par les présentes, donné que la corporation municipale du village de Sainte-Anne de Beaupré, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander une loi lui accordant certains pouvoirs spéciaux de réglementation pour le maintien de la paix et de l'ordre public, pour la protection et l'accommodation des pèlerins et voyageurs; pour la division de la municipalité en quartiers; pour l'octroi, aux conditions qu'il plaira au conseil municipal d'imposer, des licences ou l'imposition d'une taxe aux maîtres de pension, aux cochers de place, aux marchands colporteurs ou autres y faisant un commerce quelconque, et pour autres fins.

FERDINAND ROY,

Avocat de la corporation requérante.
Québec, 20 janvier 1909. 491.3

Avis est par les présentes donné que la compagnie du chemin de fer Québec & Lac Saint-Jean s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant l'acte 4 Édouard VII, chapitre 71, section 10, en prolongeant le délai pour commencer et compléter les embranchements et extensions y mentionnés et pour autres fins.

L. A. CANNON,

Avocat de la compagnie requérante.
Québec, 21 janvier 1909 527.3

Avis est par les présentes donné que Dame Marie Eugénie Dionne, veuve de sieur Arthur Dusseault, en son vivant, marchand, de l'Islet, comté de l'Islet, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, demeurant au dit lieu de l'Islet, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte révoquant deux actes de donation fiduciaire qu'elle a consentis le vingt-neuf novembre 1899 et le quatorze décembre 1899, devant M^{re} C. Leclerc, N. P., en faveur de ses dits enfants mineurs, et portant respectivement les numéros 2953 et 2970, des minutes du répertoire du dit M^{re} Leclerc.

AIME M. DECHENE,

Procureur de la requérante.
Montmagny, 9 janvier 1909. 477.3

Notice is given that Joseph Adelard Provencher, student at law, of the city of Three Rivers, in the district of Three Rivers, will present to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, a bill to amend the statute of 1903, 3 Edward VII, chapter 139, by substituting to the words "final examination" in the third line of article one, the words "an oral examination on the civil code, the code of civil procedure and the criminal code".

J. A. TESSIER,

Attorney for the said J. A. Provencher.
Three Rivers, 20th January, 1909. 500

NOTICE

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by Macolm Fraser, Archibald Andrew Fraser, both of the town of Fraserville, by Dame Alice Fraser, of the city of Montreal, wife of Hector Prévost, and by Arthur C. Sutherland and Dame Marie Anne Brunelle, wife of the said Arthur C. Sutherland, of the said town of Fraserville, joint tutors to Marie Yvonne Henriette Fraser, minor female child of the late Joseph William Fraser, the heirs of the late William Fraser, in his lifetime seigneur of the seignories of Rivière du Loup, de Verbois de Le Parc and the Villeray, to permit the said heirs to convey and legally sell, notwithstanding the minority of the said Marie Yvonne Henriette Fraser, the lands situate in the said seignories of Rivière du Loup, de Verbois, de Le Parc and the Villeray.

BEDARD, CHALOUT & PREVOST,

Attorneys for petitioners.
Quebec, 18th January, 1909. 498

Notice is hereby given that the municipal corporation of the village of Sainte Anne de Beaupré, will apply to the legislature of Quebec, at its next session, for an act granting it certain special administrative powers, for the maintenance of the peace and public order, for the protection and accommodation of pilgrims and travellers; for the division of the municipality into wards; for the granting, on the conditions it shall please to the municipal council to impose, of licenses or the imposition of a tax on boarding house keepers, on carters, on peddlers or others there doing business of any kind, and for other purposes.

FERDINAND ROY,

Advocate for the petitioning corporation.
Quebec, 20th January, 1909. 492

Notice is hereby given that the Quebec & Lake Saint John Railway Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend chapter 71, section 10, of 4 Edward VII, by extending the time for the commencement and completion of the branch lines and extensions therein mentioned for other purposes.

L. A. CANNON,

Solicitor for applicant.
Quebec, 21st January, 1909. 528

Notice is hereby given that Dame Marie Eugénie Dionne, widow of Sieur Arthur Dusseault, in his lifetime, merchant, of l'Islet county of l'Islet, in her quality of tutrix to her minor children, residing in the said place l'Islet, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to revoke two deeds of fiduciary donation consented to by her the twenty ninth of November, 1899, and the fourteenth of December, 1899, before M^{re} C. Leclerc, N. P., in favor of her said minor children, and bearing respectively the numbers 2953 and 2970 of the minutes and repertory of the said M^{re} Leclerc.

AIME M. DECHENE,

Attorney for petitioner.
Montmagny, 19th January, 1909. 478

AVIS.

La Commission des Ecoles Catholiques de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'autorisation d'emprunter pour la construction de nouvelles écoles et l'agrandissement d'une école déjà construite, la somme de cent cinquante mille dollars, amendant en conséquence la loi 54 Victoria chapitre 53.

ULRIC LAFONTAINE,

431.3

Secrétaire trésorier.

Avis est par le présent donné que Haralampos Koutsogiannopoulos, Michael George Cocoliades, Konstantinos Metrakos, George N. Kyriazopoulos et Demetrios A. Zarafonies, tous de la cité de Montréal, marchands, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de les incorporer et les déclarer en un corps politique et incorporé, sous le nom de "The Greek Orthodox Church Evangelismos", avec pouvoir de tenir des registres des actes de l'état civil et exercer tous les autres droits concernant les corporations religieuses, aussi les incorporer en une association mutuelle de bienfaisance, sous le nom de "The Greek Orthodox Mutual Benefit Association", et une association de bienfaisance grec, dans le but d'assister les pauvres et indigents grecs, sous le nom de "The Greek Charitable Association of Montreal", et aussi les incorporer comme école pour les grecs de Montréal, sous le nom de "The Greek Orthodox School", avec pouvoir d'acheter et vendre des terrains et propriétés pour les susdites fins et avec tous les pouvoirs ordinairement accordés pour incorporer des corporations dans la province de Québec.

WALSH & WALSH,

Procureurs des requérants.

Montréal, 18 janvier 1909.

441.3

Avs public est par le présent donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par M. Octave Beaubien, de la ville de Montmagny, pour obtenir la ratification de deux actes de ventes, passés le 18 janvier 1909, devant Mtre Georges Wilfrid Pion, N. P., entre le requérant et Adélar Collin, de la ville de Montmagny, et entre le requérant et Joseph Tremblay, aussi de la ville de Montmagny, d'une terre étant les Nos. 18, 19 et 116 de la ville de Montmagny et partie du No 299 du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas, la dite terre ayant été substituée par le testament de l'honorable J. O. Beaubien, passé devant Mtre F. X. Gendreau, N. P., en date du 28 octobre 1877, et enregistré sous le No 6128.

CHARLES FREMONT,

Procureur du requérant.

Québec, 19 janvier 1909.

457.3

AVIS

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes :

Autonomie municipale, finances et administration, emprunts et emploi d'iceux, liste électorale, rôles d'évaluation et de répartition et contestation d'iceux, composition du conseil, expositions, certaines expropriations telles que spécifiées dans le projet de loi à être soumis au Parlement, et pouvoir d'acheter certains immeubles dans des rues où les terrains ont été expropriés en vertu des expropriations annuelles, ouverture de rues, de boulevard et de parcs, annexions, droits, pouvoirs et indemnité des échevins, allocations et gratifications pour services rendus ou pour des fins de charité, d'instruction ou d'intérêt public ou autres œuvres destinées à promouvoir le développement physique et intellectuel de la population, la voirie, l'aqueduc, les trottoirs, les licences, les taxes foncières et personnelles, la taxe ou le prix de l'eau, les travaux municipaux et la répartition du coût de ces travaux,

NOTICE.

The Montreal Catholic School Board will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for authority to borrow the sum of one hundred and fifty thousand dollars, thus amending the law 54 Victoria, chapter 53, to enable said board to build new schools and enlarge an old one.

ULRIC LAFONTAINE,

432

Secretary treasurer.

Notice is hereby given that Haralampos Koutsogiannopoulos, Michael George Cocoliades, Konstantinos Metrakos, George N. Kyriazopoulos and Demetrios A. Zarafonies, all of the city of Montreal, merchants, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate them and declare them to be a body politic and corporate, under the name of "The Greek Orthodox Church Evangelismos", with power to keep registers of acts of civil status and exercise all other rights incidental to religious corporations, also to incorporate them as a mutual benefit association under the name of "The Greek Orthodox Mutual Benefit Association", and a greek charitable association for the purpose of assisting the poor and indigent among the greeks under the name of "The Greek Charitable Association of Montreal", and also to incorporate them as a school for the greeks of Montreal, under the name of "The Greek Orthodox School", with power to buy and sell land and property for the purposes aforesaid and with all the powers usually granted to incorporate bodies in the province of Quebec.

WALSH & WALSH,

Attorneys for applicants.

Montreal, 18th January, 1909.

442

Notice is hereby given that Octave Beaubien, esq., of the town of Montmagny, will make application at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act confirming two deeds of sale, dated 18th January, 1909, before Georges Wilfrid Pion, N. P., from the applicant to Adélar Collin, of the town of Montmagny, and another from the applicant to Joseph Tremblay, of the said town of Montmagny, or a property being the Nos. 18, 19 and 116 of the said town of Montmagny and part of No. 299, of the cadastre of the parish of Saint Thomas, the said property having been substituted by the will of the late Honorable J. O. Beaubien, dated 28th October, 1877, before F. X. Gendreau, N. P., and registered as No. 6128.

CHARLES FREMONT,

Attorney for applicant.

Quebec, 19th January, 1909.

458

NOTICE.

The city of Montreal gives notices that it will apply to the provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters :

Municipal autonomy, finance and administration, loans and disposal of the proceeds thereof, electoral lists, valuation and assessment rolls and contestation thereof, composition of the council, exhibitions, certain expropriations as specified in the bill to be presented to Parliament, and power to purchase certain immovables in streets where pieces of land have been expropriated under the law concerning annual expropriations, opening of streets, boulevards and parks, annexations, rights, powers and indemnity of aldermen, allowances and gratuities for services rendered or for charitable, educational or public interest purposes or of other objects designed to promote the physical and intellectual development of the people, roads, waterworks, sidewalks, licenses, real estate and personal taxes, water rates, municipal works and apportionment of the costs thereof, by laws and enforcement thereof

les règlements et leur efficacité, l'évaluation municipale et les exemptions, l'hygiène, l'installation d'un système municipal d'éclairage et de chauffage par l'électricité, la vapeur ou autrement et l'autorisation d'acheter des propriétés, de construire des usines et d'emprunter les sommes requises pour cette fin, de se procurer l'énergie électrique par achat ou autrement, et de se servir de la force motrice de l'aqueduc pour l'éclairage de ses rues, parcs et édifices publics, l'achat d'aqueducs et emprunts à cette fin.

La fabrication, l'achat et la vente du courant électrique pour les fins municipales et privées; la construction, l'entretien et la réglementation de conduits souterrains; l'installation sous terre de tous les fils aériens dans la cité de Montréal, tel qu'il sera décidé par la cité de temps à autre; la défense d'installer des poteaux, des fils aériens et constructions dans la cité de Montréal, sans l'autorisation du conseil de la cité de Montréal; la reprise de toutes les constructions aériennes et souterraines, tel que la cité le décidera de temps à autre, après qu'une indemnité aura été accordée pour les dites constructions; la réglementation des méthodes de distribution et de raccordements particuliers; l'emprunt d'un montant n'excédant pas cinq millions de dollars (\$5,000,000), à être appliqué à la construction de conduits souterrains, aux indemnités qui pourront en résulter, ainsi qu'à toutes les dépenses qui pourront s'y rattacher; le pouvoir de pénétrer sur et dans aucune propriété privée pour les fins de distribution électrique; la nomination d'une commission électrique qui s'occupera de la construction, de l'entretien, du fonctionnement et de l'usage des conduits souterrains municipaux et de toutes les entreprises qui pourront s'y rattacher.

Ratification du règlement No 384 concernant l'établissement d'un système hydraulique à haute pression et amendement de la loi sur cette matière; amendement de l'article 310 de la charte concernant le *referendum*. Ratification du contrat concernant l'égout de la rue Nicolet.

Assemblées du conseil; les commissions et leurs pouvoirs; annonces municipales; amendement de la loi concernant l'exécution d'un plan général de rues et de parcs dans l'île de Montréal; amendement de la loi imposant une taxe sur les personnes ne demeurant pas dans les limites de la cité mais y gagnant leur vie. Taxe sur les compagnies d'assurance de verres à glaces.

L. O. DAVID,

Greffier de la cité de Montréal.

Montréal, 8 janvier 1909.

247.4

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi constituant en corporation la "Merchants Light, Heat and Power Co.", dans le but de produire et de fournir de l'éclairage, du chauffage et de la force motrice et octroyant à la dite compagnie divers pouvoirs incidents liés à son opération.

DESAULNIERS & VALLEE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 8 janvier 1909.

273.4

Avis est présentement donné que Louis Joseph Vitalien Cléroux, médecin, de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte ratifiant, confirmant et validant quatre actes de donation fiduciaire qu'il a consentis le trente et un décembre mil neuf cent huit, devant M^{re} L. Bélanger, notaire, en faveur de ses enfants, et portant respectivement les numéros 19362, 19363, 19364 et 19365, des minutes du repertoire du dit M^{re} Bélanger.

BEAUDOIN, LORANGER,

ST. GERMAIN & GUERIN,

Avocats du requérant.

Montréal, 9 janvier 1909.

275.4

municipal valuation and exemptions, hygiene, installation of a municipal lighting and heating system by electricity, steam or otherwise and authorization to purchase properties, to erect works and to borrow the sums required for that purpose, to procure electric energy by purchase or otherwise, and to use the water power of the aqueduct for the lighting of its streets, parks and public buildings, purchase of waterworks and loans for the purpose.

Production, purchase and sale of electric energy for municipal and private purposes; construction, maintenance and regulation of underground conduits, installation under ground of all overhead wires in the city of Montreal, as may be decided by the city from time to time, prohibition to erect poles and to install overhead wires and constructions in the city of Montreal, without the authorization of the council of the city of Montreal, taking over all overhead and underground constructions, as the city may decide from time to time, after a compensation has been paid for said constructions, regulation of the modes of distribution and house-to-house connections; loan not exceeding \$5,000,000, the proceeds of which to be applied to the construction of underground conduits, to the payment of the compensations allowed for loss resulting therefrom and to the defrayment of all expenses connected therewith, power to enter any private property for the purposes of electric distribution, appointment of an electrical commission to supervise the construction, maintenance, operation and use of municipal underground conduits and of all accessories connected therewith.

Ratification of by-law No 384, concerning the establishment of a high pressure water system and amendment to the law on such matter; amendment to Art. 310 of the charter concerning *referendums*. Ratification of deed re Nicolet street sewer.

Meetings of the council; committee and their powers; civic advertisements; amendment to the law concerning the drawing up of a general plan of streets and parks in the Island of Montreal; amendment to the law imposing a tax upon persons not residing within the limits of the city, but earning a living therein. Tax on plate glass insurance companies.

L. O. DAVID,

City clerk.

Montreal, 8th January, 1909.

248

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating the "Merchants Light Heat and Power Co.", with the object of producing and distributing light, heat and motive power and to grant the said company sundry powers incidental to its operation.

DESAULNIERS & VALLEE,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 8th January, 1909.

274

Notice is hereby given that Louis Joseph Vitalien Cléroux, physician, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a bill ratifying, confirming and declaring valid four deeds of fiduciary donation which he consented in favor of his children on the thirty first of December, nineteen hundred and eight, before M^{re} L. Bélanger, notary, and bearing respectively numbers 19362, 19363, 19364 and 19365, of the minutes of said M^{re} Bélanger.

BEAUDOIN, LORANGER,

ST. GERMAIN & GUERIN,

Attorneys for petitioner.

Montreal, 9th January, 1909.

276

Avis public est par le présent donné que le Bureau Protestant des Commissaires d'écoles de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte 32 Victoria, chap. 16, et que la taxe scolaire de la cité de Montréal soit augmentée d'un millième de piastre de l'évaluation des listes des protestants et des personnes neutres de la taxe scolaire de la cité de Montréal, et pour déterminer la manière de distribuer les produits de telle taxe additionnelle, et de plus, pour autoriser le dit Bureau Protestant des Commissaires d'écoles de la cité de Montréal, à émettre des débentures additionnelles pour l'achat des sites pour écoles et l'érection de bâtisses pour écoles au montant de trois cent cinquante mille piastres (\$350,000.00).

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,**

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 12 janvier 1909. 337-4

Montréal, 5 janvier 1909.

Avis est par le présent donné que Joseph Charrtier, entrepreneur, des cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir une loi ratifiant un acte de vente fait entre lui et Marie Joseph Antoine Renaud et autres, devant M^{re} Edouard Cholette, N. P., Montréal, le 14 janvier 1907, sous le No 1266 des minutes du repertoire du dit M^{re} E. Cholette.

J. WILFRID PILON,

181.5 Avocat du requérant.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer une compagnie sous le nom de "The Grand Lake and Bell River Railway", avec les pouvoirs suivants :

1° Construire, équiper, maintenir et mettre en opération une ligne de chemin de fer d'un point sur "The National Transcontinental Railway ou Grand Trunk Pacific", à ou près de la rivière Bell, jusqu'à Twenty-one Mile Bay, un bras de Grand Lac ou jusqu'au Lac au Lapin, sur la rivière Ottawa, y compris les embranchements de pas plus de 12 milles de longueur ;

2° Construire, acquérir, manœuvrer des bateaux à vapeur ou autres vaisseaux pour le transport des passagers, marchandises et cargaisons en rapport avec son entreprise ; construire, acquérir et maintenir des bassins, chantiers pour construction, entrepôts, quais, bassins, glissoires, jetées, dans tous les endroits sur son chemin de fer ou y ayant rapport ;

3° Construire et mettre en opération des lignes de télégraphe et de téléphone le long de son chemin de fer et percevoir des péages pour la transmission des messages ;

4° Acquérir et utiliser l'eau et pouvoir à vapeur dans le but de comprimer l'air ou produire l'électricité, et de disposer du surplus de pouvoir non requis pour les fins de la compagnie ;

5° Acquérir le pouvoir électrique ou autre pouvoir ou énergie et les transmettre à aucun endroit où le chemin de fer est autorisé à être construit, et disposer de tout surplus non requis pour les fins de la compagnie ;

6° Construire, acquérir ou louer des bâtisses le long de la ligne de son chemin de fer, construire et posséder des maisons de pension et de faire et transiger toutes affaires en rapport avec elles pour le confort et la commodité des voyageurs et pensionnaires.

E. B. DEVLIN,

Solliciteur des requérants.

Hull, 4 janvier 1909. 175-5

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to amend the act 32 Victoria, chap. 16, and that the school tax of the city of Montreal be increased by one mill on the dollar of the valuation of the protestant and neutral panels of the Montreal city school tax, and to determine the manner of dealing with the proceeds of such additional tax, and further, to authorize the said Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal, to issue additional debentures for the purchase of school sites and the erection of school buildings to an amount of three hundred and fifty thousand dollars (\$350,000.00).

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,**

Solicitors for applicants.

Montreal, 12th January, 1909. 338

Montreal, 5th January, 1909.

Public notice is hereby given that Joseph Charrtier, contractor, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session, to obtain an act to ratify a deed of sale made between himself and Marie Joseph Antoine Renaud and others, of the said city of Montreal, before M^{re} Edouard Cholette, N. P., on the 14th January, 1907, under No. 1266 of the minutes of said M^{re} E. Cholette.

J. WILFRID PILON,

182 Attorney for petitioner.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act to incorporate a company under the name of "The Grand Lake and Bell River Railway", with the following powers :

1. To construct, equip, maintain and operate a line of railway from a point on the National Transcontinental Railway or Grand Trunk Pacific, at or near Bell River, to Twenty-one Mile Bay, an arm of Grand Lake, or to Rabbit Lake, on the Ottawa River, including branch line not more than 12 miles in length ;

2. To construct, acquire, navigate steam and other vessels for the conveyance of passengers, merchandise and cargoes in connection with its undertaking ; to construct, acquire and maintain dock, timber yards for construction purposes, warehouses, wharfs, docks, slips and piers, in all places on its railway, or in connection with it ;

3 To construct and operate telegraph and telephone lines along its railway, and to collect tolls for the transmission of messages thereon ;

To acquire and utilize water and steam power for the purpose of compressing air or generating electricity, and to dispose of surplus power not required for the purposes of the Company ;

5. To acquire electric or other power or energy, and to transmit the same to any place through which the railway is authorized to be built, and to dispose of any surplus not required for the purposes of the company ;

6. To construct, acquire or rent buildings along the line of its railway, to build and own boarding houses and do and transact all business in connection with them for the comfort and accommodation of the travellers and boarders.

E. B. DEVLIN,

Solicitor for the applicants.

Hull, 4th January, 1909. 176

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par les révérends Pères Henri Vanhaecke, Albert David, Joseph Dumont et Charles Démaison, tous membres de la Congrégation du Saint-Esprit, actuellement résidant à Saint-Alexandre de la Gatineau, dans le canton de Hull, comté d'Ottawa, pour obtenir un acte les incorporant sous le nom de "La Corporation Agricole et Industrielle des Missionnaires du Saint-Esprit", avec pouvoir d'établir et maintenir des pensionnats et écoles pour y donner l'enseignement religieux, industriel et agricole; établir des fermes modèles, beurrieres, fromageries, etc.; de posséder, acquérir des propriétés mobilières et immobilières, pourvu que la valeur des dites propriétés immobilières n'excède pas \$100,000.00, et tous autres pouvoirs nécessaires et se rattachant aux objets pour lesquels l'incorporation est demandée, savoir: l'enseignement religieux, industriel et agricole, et a très fins

BROOKE, CHAUVIN & DEVLIN,

Procureurs des requérants.

Québec, 9 janvier 1909. 305.4

AVIS PUBLIC.

La ville de Maisonneuve s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir les amendements à sa charte et les pouvoirs suivants: changer le nom de la Ville de Maisonneuve en celui de "La Cité de Maisonneuve"; pouvoir par la ville d'enlever la neige des trottoirs et d'en répartir le coût; dispositions concernant la construction des trottoirs permanents et concernant le vote des électeurs propriétaires; amender la section 47 de 61 Victoria, ch. 57 pour réduire le pouvoir d'emprunt de la ville à 20% de l'évaluation des propriétés imposables et autres fins; dispositions pour emprunter sur debentures municipales par règlement du Conseil, pour exécuter les travaux permanents jusqu'à concurrence de 20% des biens imposables et consolider aussi par règlement du conseil la dette flottante de la ville; valider les règlements d'emprunt émis par le conseil; pouvoir d'acquérir un parc et un terrain pour bureau de poste; dispositions concernant l'évaluation des propriétés, les rôles d'évaluation et le rôle de perception des taxes générales et spéciales et leur collection; valider autres actes, contrats et règlements du conseil depuis 1907; abroger la section 29 du statut 61 Victoria, ch. 57; amender la section 48, 61 Victoria, ch. 57, dispositions concernant le cour du recorder et les pouvoirs du recorder; pouvoir par la ville d'annexer les municipalités voisines et régler la procédure pour cette fin; dispositions concernant les élections générales des conseillers à tous les deux ans; concernant l'administration et l'intérêt général de la ville; établissement d'un bureau de contrôle.

L. J. S. MORIN,

Procureur de la ville de Maisonneuve
Montréal, 9 janvier 1909. 303.4

AVIS.

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce s'adressera à la législature, à sa prochaine session, dans le but de faire amender sa charte, la loi 7 Edouard VII, chapitre 108, de manière à ajouter les mots: "contre le feu" à son nom corporatif et de manière à définir d'une façon plus claire quelles personnes peuvent être membres de la compagnie.

T. A. ST-GERMAIN,

Directeur-gérant de la compagnie.
Saint-Hyacinthe, 11 janvier 1909. 307.4

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by the reverends Fathers Henri Vanhaecke, Albert David, Joseph Dumont et Charles Démaison, all members of the Congregation of Holy Ghost, residing at Saint Alexandre of the Gatineau, in the township of Hull, county of Ottawa, for the passing of an act to incorporate under the name "The Agricultural and Industrial Corporation of the Missionaries of the Holy Ghost", with power to establish and maintain schools for the purpose of giving religious, industrial and agricultural instruction; establish model farms, butter and cheese factories &c.; to possess and acquire moveable and immovable properties, provided the value of the immovable properties does not exceed \$400,000.00, and all other powers necessary for the objects of the said incorporation, viz: for imparting religious, industrial and agricultural instruction, and for other purposes

BROOKE, CHAUVIN & DEVLIN,

Attorneys for the petitioners.

Quebec, 9th January, 1909. 306

PUBLIC NOTICE.

The town of Maisonneuve will apply at the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter and obtain the following powers: to change the name of the town of Maisonneuve, by that of "The city of Maisonneuve"; power for the town to take away the snow from the sidewalks and to levy the costs of it by repartition; enactments relating to the construction of permanent sidewalks and concerning the vote of electors who are proprietors, to amend section 47 of 61 Victoria, ch. 57, to reduce the borrowing power of the town to 20% of the valuation of assessable properties and for other ends; enactments to borrow on municipal debentures by by-law of the council, to execute works of a permanent character up to 20% of the assessable immovables and also to consolidate by by-law of the council, the floating debt of the town; to ratify the by-laws to borrow money issued by the council; power to acquire the land for a park and a post office; enactments concerning the valuation of properties, the valuation roll and the perception roll of general and special taxes and their collection; to ratify other resolutions, contracts and by-laws made since 1907; to abrogate section 29 of 61 Victoria, ch. 57; to amend section 48 of 61 Victoria, ch. 57; enactments concerning the recorder's court and the powers of the recorder; power for the town to annex outside municipalities and procedure to that end; enactments concerning the general election of the councillors every two years, and concerning the administration and the general welfare of the town; to organize a board of control.

L. J. S. MORIN,

Attorney for the town of Maisonneuve.
Montreal, 9th January, 1909. 304

NOTICE.

Notice is hereby given that the Commercial Mutual Insurance Company will apply to the Legislature, at its next session, to have its charter, the act 7 Edward VII, chapter 108, amended by adding the word "Fire" to its corporate name and so as to more clearly define what persons can be members of the company.

T. A. ST-GERMAIN,

Managing director of the company.
Saint Hyacinthe, 11th January, 1909. 308

AVIS.

Avis public est par le présent donné par George Vandyke, marchand de bois, de la cité de Boston, dans l'état de Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, Edwin P. Lindsay, manufacturier, du même lieu, Charles C. Wilson, de Auburn, dans l'état du Maine, un des états-unis d'Amérique, marchand de bois, Willard N. Munroe, du même lieu, manufacturier, et Frank McCrea, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, marchand de bois, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Angus Short Line", avec pouvoir de construire et mettre en opération un chemin de fer de East Angus à Cookshire, à travers les cantons de Westbury et Eaton, tous deux du comté de Compton, avec tous les pouvoirs légaux et nécessaire pour atteindre son objet.

J. VALMORE D'ARTOIS,

Procureur des requérants.

Richmond, 12 janvier 1909.

329-4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la charte de "Laval Electric Company", telle que contenue au chapitre 83 de l'acte 4 Ed. VII, des statuts de la province de Québec, en lui donnant les pouvoirs d'augmenter son capital-actions jusqu'à un montant n'excédant pas \$500,000.00, d'étendre le champ de ses opérations, de faire affaires dans de nouveaux territoires et pour d'autres fins.

BUREAU & METHOT,

Procs. des requérants.

Trois-Rivières, 7 janvier 1909:

203-5

Avis est par le présent donné que The Canadian Light and Power Company s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender les sections 14 et 17 de 4 Edouard VII, chapitre 78, et de révoquer la section 16 et pour autres fins.

H. R. MALLISON,

Secrétaire-trésorier

The Canadian Light and Power Company.
Montréal, 27 janvier 1909.

619-2

ERRATUM.

A la page 243 de la "Gazette Officielle" du trente janvier 1909, aux numéros 547-48, lisez: "The Roxton Wood Manufacturing Company Limited", au lieu de "The Roxton Wood Manufacturing Company".

659

Avis Divers

AVIS PUBLIC.

Bureau de la commission des chemins à barrières de Montréal.

Une assemblée des porteurs de débetures de la Commission des Chemins à Barrières de Montréal sera tenue au bureau de la commission, No 224, rue Saint-Jacques, mardi, le 9e jour de février 1909, à dix heures de l'avant-midi, dans le but d'élire trois syndics, conformément aux dispositions de l'acte de la législature de la province de Québec, 58 Victoria, chapitre XLIV.

L. HY. SENECAI,

Secrétaire trésorier.

Montréal, janvier 1909.

561-2

NOTICE

Public notice is hereby given by George Vandyke, lumber merchant, of the city of Boston, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, Edwin P. Lindsay, manufacturer, of the same place, Charles C. Wilson, of Auburn, in the state of Maine, one of the united states of America, lumber merchant, Willard N. Munroe, of the same place, manufacturer, and Frank McCrea, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, lumber merchant, that application will be made to the Quebec Provincial Legislature, at its next session, for an act to incorporate the "Angus Short Line, with power to build and operate a railway from East Angus to Cookshire through the townships of Westbury and Eaton, both in the county of Compton, with all awful and necessary powers to attain its object.

J. VALMORE D'ARTOIS,

Attorney for applicants.

Richmond, 12th January, 1909.

330

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session for an act to amend the charter of the Laval Electric Company, being chapter 83 of the act 4 Ed. VII, of its Quebec statutes, in order to give it power to increase its capital stock to an amount not exceeding \$500,000.00, to extend the scope of its operations, to carry on its business in new territory and for other purposes.

BUREAU & METHOT,

Attorneys for applicants.

Three Rivers, 7th January, 1909.

204

Notice is hereby given that the Canadian Light and Power Company will apply to the legislature of Quebec at its next session, for an act to amend sections 14 and 17 of 4 Edward VII, chapter 78, and to repeal section 16 and for other purposes.

H. R. MALLISON,

Secretary treasurer.

The Canadian Light and Power Company.
Montreal, 27th January, 1909.

620

ERRATUM.

Page 243 of the "Official Gazette" of the thirtieth of January, 1909, numbers 547-48, read: "The Roxton Wood Manufacturing Company Limited", instead of "The Roxton Wood Manufacturing Company".

660

Miscellaneous Notices

PUBLIC NOTICE.

Montreal Turnpike Trust Office.

A meeting of the bonds holders of the Montreal Turnpike Trust will be held at the office of the trust, No. 224, Saint James street, Montreal, on Tuesday, the 9th day of February, 1909, at ten o'clock in the forenoon, for the purpose of electing three trustees, in accordance with the provisions of the act of the Legislature of the province of Quebec, 58 Victoria, chapter XLIV.

L. HY. SENECAI,

Secretary treasurer.

Montreal, January, 1909.

562

AVIS.

Une assemblée générale des actionnaires de la compagnie de Pouvoir Electrique de Québec sera tenu au bureau de la compagnie, à Québec, banque Hochelaga, Chambre 21, jeudi, 25 février 1909, à deux heures, p. m., pour recevoir le rapport des directeurs pour l'année dernière, pour autoriser l'amendement à la chartre de la compagnie, afin de changer à nature de ses actions, augmenter son pouvoir d'émission de bons, et pour la transaction d'autres affaires qui pourront être soumises à l'assemblée.

A. GIRARD, J. O. MATTE,
Président. Secrétaire.
Québec, 21 janvier 1909. 539.2

Dame Dora Gervais a pris une action en séparation de biens contre son mari, Ferdinand Savard, du township de Saint-Edwidge de Clifton, dans le district de Saint-François, forgeron, le 1er février courant (1909), à la cour supérieure du district de Saint-François, No 983.

ST. PIERRE & VERRET,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 1er février 1909. 661

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1032

Dame Elisa Lapeyre, de la cité de Québec, épouse commune en biens de Ernest Lelarge, restaurateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

TURCOTTE & DELISLE,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 27 janvier 1909. 579.2

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
No 309.

Dame Arcélie Gauthier, épouse de Johnny Paquette, navigateur, de la paroisse de Champlain, a institué, ce jour, contre son mari, une action en séparation de biens.

L. P. GUILLET,
Procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 26 janvier 1909. 601.2

Cour Supérieure.—Beauce.
No 18.

Mary Tremblay, épouse commune en biens de Marcel Provençal, industriel, de East Broughton, vs

Le dit M. Provençal.
La demanderesse a institué ce jour, contre le défendeur, une action en séparation de biens.

HAMEL, POIRIER & BOLDUC,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 12 janvier 1909. 591-2

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No. 287.

Dame Graziella Leblond, épouse de Alphonse Bruno Chaillez, de Shawenegan Falls, a institué ce jour, contre son mari, une action en séparation de biens.

L. P. GUILLET,
Procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 15 janvier 1909. 493-3

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 844.

Dame Blanche Eva Pelletier, épouse de Edouard Brunet, de Québec, a institué, le 22 janvier 1909, une action en séparation de bien contre son mari.

DROUIN, DROUIN & DROUIN,
Procureurs de la demanderesse.
623-2

NOTICE.

A general meeting of the shareholders of the Quebec Electric Power Company will be held at the office of the company, in the city of Québec, Bank of Hochelaga, chamber 21, on Thursday, the 25th February, 1909, at two o'clock, p. m., for the purpose of receiving the report of the directors, for the past year, to authorize an amendment to the charter of the company, in order to change the disposition of its shares, increase the power to issue bonds and for the transaction of such other business as may be brought before the meeting.

A. GIRARD, J. O. MATTE,
President. Secretary.
Quebec, 21st January, 1909. 540

Dame Dora Gervais has taken an action in separation as to property against her husband, Ferdinand Savard, of the township of Saint Edwidge of Clifton, in the district of Saint Francis, blacksmith, on the 1st day of February instant (1909), before the superior court for the district of Saint Francis, No. 983.

ST. PIERRE & VERRET,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 1st February, 1909. 662

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1032.

Dame Elisa Lapeyre, of the city of Quebec, wife common as to property of Ernest Lelarge, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

TURCOTTE & DELISLE,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 27th January, 1909. 580

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 309.

Dame Arcélie Gauthier, wife of Johnny Paquette, sailor, of the parish of Champlain, has instituted, this day, against her husband, an action for separation as to property.

L. P. GUILLET,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 26th January, 1909. 602

Superior Court.—Beauce.
No. 18.

Mary Tremblay, wife common as to property of Marcel Provençal, industrial, of East Broughton, vs

The said M. Provençal.
The plaintiff has this day, instituted an action against the defendant, for separation as to property.

HAMEL, POIRIER & BOLDUC,
Attorneys for plaintiff.
Saint-Joseph, Beauce, 12th January, 1909. 592

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 287.

Dame Graziella Leblond, wife of Alphonse Bruno Chaillez, of Shawenegan Falls, has instituted, this day, against her husband, an action for separation as to property.

L. P. GUILLET,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 15th January, 1909. 494

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 844.

Dame Blanche Eva Pelletier, wife of Edouard Brunet, of Quebec, has, on the 22nd January, 1909, instituted an action for separation as to property against her husband.

DROUIN, DROUIN & DROUIN,
Attorneys for the plaintiff.
624

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3623.

Dame Marie Rose Mawby épouse de Wilfrid Lanoix, tailleur de pierre, du village Delorimier, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a, institué ce jour une action en séparation de biens contre son dit époux.

MONTY & DURANLEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 13 janvier 1909. 373-4

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1008.

Dame Eva Arsenault, épouse de Jos. Arthur Finet, de Québec, a institué, le 25 janvier 1909, une action en séparation de biens contre son mari.

DRUIN, DROUIN & DROUIN,
Procureurs de la demanderesse.
609-2

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 281.

Dame Léopoldine Dessureault, épouse de Valère Trottier, forgeron, de la paroisse de Saint-Stanislas,
Demanderesse ;

vs

Le dit Valère Trottier, Défendeur.
La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

BLONDIN & DESY,
Procureurs de la demanderesse.
Trois-Rivières, 12 janvier 1909. 435.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1632

Dame Florida Dubois, de Montréal, épouse de Théodore Charbonneau, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Théodore Charbonneau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 29 décembre 1908.

BEAUREGARD & RAINVILLE,
Procureurs de la demanderesse.
205.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1134

Dame Délia Corbeau, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Wilfrid Boivin, entrepreneur, du même lieu,
Demanderesse ;

vs

Le dit Wilfrid Boivin, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-neuvième jour de janvier, mil neuf cent neuf.

JOSEPH ADAM,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 19 janvier 1909. 481.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3315.

Dame M. Corinne Leroux, des cité et district de Montréal, épouse de Joseph Poiriau dit Bellefeuille, agent d'immeuble, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Poiriau dit Bellefeuille, Défendeur.
Une action en séparation en biens a été instituée en cette cause, le 14 décembre 1908.

J. B. BISSONNETTE,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 16 décembre 1908. 135.5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 3623.

Dame Marie Rose Mawby, wife of Wilfrid Lanoix, stone cutter, of the village of Delorimier, district of Montreal, duly authorized to ester en justice, has, instituted an action in separation as to property against her husband.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 13th January, 1909. 374

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1008.

Dame Eva Arsenault, wife of Jos. Arthur Finet, of Quebec have, 25th January. 1909, instituted an action for separation as to property against her husband.

DROUIN, DROUIN & DROUIN,
Attorneys for plaintiff.
610

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 281.

Dame Léopoldine Dessureault, wife of Valère Trottier, blacksmith, of the parish of Saint-Stanislas,
Plaintiff ;

vs

The said Valère Trottier, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

BLONDIN & DESY,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 12th January, 1909 436

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1632.

Dame Florida Dubois, of Montreal, wife of Theodore Charbonneau, of same place, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Theodore Charbonneau, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted, in this case, the 29th December, 1908.

BEAUREGARD & RAINVILLE,
Attorneys for the plaintiff.
206

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1134.

Dame Délia Corbeau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Wilfrid Boivin, contractor, of the same place,
Plaintiff ;

vs

The said Wilfrid Boivin, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the nineteenth day of January, 1909.

JOSEPH ADAM,
Advocate for the plaintiff.
Montreal, 19th January 1909. 482

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3315.

Dame M. Corinne Leroux, of the city and district of Montreal, wife of Joseph Poiriau dit Bellefeuille, real estate agent, of the same place, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Joseph Poiriau dit Bellefeuille, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 14th of December, 1908.

J. B. BISSONNETTE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 16th December, 1908. 136

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 1666.

Dame Eugénie Chagnon, épouse commune en biens de Willis Duff, de Valleyfield, a, le 26ème jour de décembre 1908, institué une action en séparation de biens, contre son mari.

ARTHUR PLANTE,
Procureur de la demanderesse.
Valleyfield, 26 décembre 1908. 217.5

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 4443.

Dame Malvina Bélisle, épouse de Joseph Morin, cultivateur, de la paroisse de Saint Théodore, dit district, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit Joseph Morin, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 14 décembre 1908.

JOS. SYLVESTRE,
Procureur de la demanderesse.
Joliette, 8 janvier 1909. 341.4

AVIS

DANS LA COUR DE L'ECHIQUIER DU CANADA.

AVIS.

Des séances générales de la Cour de l'Echiquier du Canada pour l'instruction de causes, etc., auront lieu aux temps et endroits suivants, pourvu que quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction et inscrite pour audition au bureau du registraire de la cour, à Ottawa, au moins dix jours avant le jour fixé pour telle séance ; et si aucune cause ou affaire est ainsi entrée ou inscrite pour aucune des telles séances, alors les dites séances n'auront pas lieu, à savoir :

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant lundi, le 22e jour de février A. D., 1909, à 11 heures A. M.

Au palais de justice, dans la cité de Montréal, P. Q., commençant mardi, le 9e jour de mars A. D., 1909, à 11 heures A. M.

Par ordre,
L. A. AUDETTE,
475.3 Régistraire.

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Adolphe Lapierre et Pierre Alfred Hébert, hôteliers, des cité et district de Montréal, Faillis

Avis est par les présentes donné que les sus-nommés ont fait une cession judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, pour le district de Montréal, à Montréal, dit district, suivant la loi, le 29 janvier 1909.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. gardiens provisoires.
Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François Xavier, Montréal. 625

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
Nos. 1666.

Dame Eugénie Chagnon, wife common as to property of Willis Duff, of Valleyfield, has the 26th day of December 1908, instituted an action for separation as to property, against her husband.

ARTHUR PLANTE,
Attorney for Plaintiff.
Valleyfield, 26th December, 1908. 218

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 4443.

Dame Malvina Bélisle, wife of Joseph Morin, of the parish of Saint Théodore, in the said district, farmer, duly authorized to ester in justice,
Plaintiff ;

vs
The said Joseph Morin, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 14th December, 1908.

JOS. SYLVESTRE,
Attorney for plaintiff.
Joliette, 8th January 1909. 342

Notice

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA.

NOTICE.

General sittings of The Exchequer Court of Canada for the trial of cases, &c., will be holden at the following times and places, provided that some case or matter is entered for trial or set down for hearing at the office of the registrar of the court, at Ottawa, at least ten days before the day appointed for such sitting ; and if no case or matter is so entered or set down for either of such sittings, then the same shall not be holden, viz :

At the court house, in the city of Québec, P. Q., commencing on Monday, the 22nd day of February, A. D., 1909, at 11 o'clock A. M.

At the court house, in the city of Montreal, P. Q., commencing on Tuesday, the 9th day of March, A. D., 1909, at 11 o'clock A. M.

By order,
L. A. AUDETTE,
476 Registrar.

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Adolphe Lapierre and Pierre Alfred Hébert, hotel-keepers, of Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that the above named insolvents have made a judicial abandonment of their properties for the benefit of their creditors, at the office of the protonotaire of the superior court, for the district of Montreal, at Montreal said district, according to law, on the 29th of January, 1909.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub provisions' guardians.
Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François Xavier, Montreal. 626

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*

In re Bourgeois & Thibodeau, Joliette, P. Q.,
Insolvents.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 22 février 1909.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 6 février 1909.

651

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Joseph Larose, hôtelier, de Montréal
Failli.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, j'ai été, ce jour, nommé curateur aux biens du susdit failli pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être filées à mon bureau d'ici à trente jours afin d'être colloquées sur le bordereau de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 29 janvier 1909.

653

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re MM. Desjardins & Godin, marchands de lard en gros, de Montréal,
Faillis ;
et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le vingt-deuxième jour de février 1909.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 2 février 1909.

655

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No 253-12A.

Dans l'affaire de J. T. Morin, Demandeur ;
vs

J. Hector Pinel, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, le 2^e jour de février 1909, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du défendeur, qui a fait un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Toutes réclamations devront être produites d'ici à un mois.

J. M. MARCOTTE,
Curateur.

No 107, rue Saint-Jacques.
Montréal, 2 février 1909.

641

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
Denault Grain & Provision Co., Demandeurs ;
vs

Napoléon Bibeau, Défendeur et failli.

Avis est par le présent donné que, le vingt-septième jour de janvier 1909, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du susdit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment, doivent être déposées dans mon bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

JOHN J. GRIFFITH,
Curateur.

Sherbrooke, 30 janvier 1909.

691

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*

In re Bourgeois & Thibodeau, Joliette, P. Q.,
Insolvents.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 22nd February, 1909.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 6th February, 1909.

652

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re of Joseph Larose, hotel keeper, of Montreal
Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of this court, I have, this day, been appointed curator to the property of the said insolvent, for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within thirty days from this notice to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre-Dame street East, Montreal.
Montreal, 29th January, 1909.

654

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

In re Messrs. Desjardins & Godin, wholesale pork dealers, of Montreal,
Insolvents ;
and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on and after the twenty second day of February, 1909.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre-Dame street East, Montreal.
Montreal, 2nd February, 1909.

656

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 253-12A.

In the matter of J. T. Morin, Plaintiff ;
vs

J. Hector Pinel, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 2nd day of February, 1909, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

J. M. MARCOTTE,
Curator.

No. 107, Saint James street.
Montreal 2nd February, 1909.

642

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
Denault Grain & Provision Co., Plaintiffs ;
vs

Napoléon Bibeau, Defendant and insolvent.

Notice is hereby given that, on the twenty seventh day of January, 1909, by order of the court, I was appointed curator to the estate of above defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed, duly attested under oath, at my office, 125, Wellington street, Sherbrooke, within one month.

JOHN J. GRIFFITH,
Curator.

Sherbrooke, 30th January, 1909.

692

District de Québec.

Re Joseph Labbé, Saint-Philémon, Bellechasse.

En vertu d'un ordre de la cour du 2 février 1909, j'ai été nommé curateur aux biens du failli qui en avait fait cession pour le bénéfice de ses créanciers. Les créanciers sont requis de produire devant moi leur réclamation sous un mois de cette date.

ALFRED LEMIEUX,
Curateur.

Lévis, 2 février 1909.

637

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
Re J. O. Desrués, hôtelier, Montréal, Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé par moi, et sera payable à mon bureau, le ou après le 25 février 1909.

Toute contestation à ce dividende doit m'être déposée entre les mains avant la date sus mentionnée.

PAUL L. TURGEON,
Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François Xavier, Montréal. 667

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } Cour Supérieure.
In re Alphonse Labelle, Hull, P. Q., Insolvable.

Avis est donné par les présentes que, le 29^e jour de janvier 1909, j'ai été nommé par ordre de la cour, curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 3 février 1909. 687

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de Antoine Leclerc, commerçant, de Saint-Lucien, Failli.

Un premier et dernier bordereau de colocation a été préparé en cette affaire, et sera sujet à contestation jusqu'au 24 février courant, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

CALIXTE LAVOIE,
Curateur.

Saint-Cyrille de Wendover, 1^{er} février 1909
669

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de Joseph Langelier, commerçant, de la ville d'Acton Vale, Qué., Failli.

Le soussigné donne avis qu'il a été nommé curateur à la faillite ci-dessus, et qu'il demande l'envoi par les créanciers de leurs réclamations dans les trente jours de cette date.

F. X. A. BOISSEAU,
Curateur.

16, rue Saint-Denis, Saint-Hyacinthe, Qué.
Saint-Hyacinthe, 2 février 1909. 677

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
In re J. A. Thibert, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 23^e jour de février 1909, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 6 février 1909. 681

District of Quebec.

Re Joseph Labbé, Saint-Philémon, Bellechasse.

In virtue of an order from the court, I have been appointed curator to the estate of the insolvent, who had made an abandonment of his assets for the benefit of his creditors. Creditors are requested to file their claims before me within one month from this date.

ALFRED LEMIEUX,
Curator.

Levis, 2nd February, 1909.

638

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
Re J. O. Desrués, hotel keeper, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared by me, and will be payable at my office, on or after the 25th of February, 1909.

Any contestation to said dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

PAUL L. TURGEON,
Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François Xavier, Montreal. 668

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } Superior Court.
In re Alphonse Labelle, Hull, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 29th day of January, 1909, by order of the court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office : 99, Saint-James street.
Montreal, 3rd February, 1909. 688

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } Superior Court.
In the matter of Antoine Leclerc, trader, of Saint-Lucien, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be subject to objection until the 24th February, 1909, after which date the dividend will be payable at my office.

CALIXTE LAVOIE,
Curator.

Saint-Cyrille de Wendover, 1st February, 1909.
670

Province of Quebec, }
District of Saint-Hyacinthe. } Superior Court.
In the matter of Joseph Langelier, trader, of the town of Acton Vale, Que., Insolvent.

The undersigned gives notice that he has been appointed curator to the aforesaid failure, and he requests the creditors to file their claims within thirty days from this date.

F. X. A. BOISSEAU,
Curator.

16, Saint Denis street, Saint-Hyacinthe, Qué.
Saint-Hyacinthe, 2nd February, 1909. 678

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
In re J. A. Thibert, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until 23rd February, 1909, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint-James street.
Montreal, 6th February, 1909. 682

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Ernest H. May *et al.*, Demandeurs ;
vs.
Achille Joncas, Sherbrooke,

Défendeur et failli.

Avis est par le présent donné que, le vingt-neuvième jour de janvier 1909, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du susdit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment, doivent être déposées dans mon bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

JOHN J. GRIFFITH,

Curator.
689

Sherbrooke, 30 janvier 1909.

En Liquidation

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS ET AMENDEMENTS.

Province de Québec,
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
No. 2007.

La Cie "Ha ! Ha ! Lumber Company, Limited",
corps incorporé, ayant son principal bureau d'affaires à Saint-Alexis de la Grande Baie,
En liquidation.

Un ordre pour liquider a été accordé dans cette affaire, et une assemblée des créanciers, actionnaires et contributaires de la dite compagnie est par le présent convoquée pour le neuvième jour de mars prochain, à dix heures de l'avant-midi, dans la salle des séances de la cour supérieure, au palais de justice, à Chicoutimi, pour nommer un liquidateur final à la dite compagnie.

GEO. ST. PIERRE, N. P.,
Liquidateur provisoire.

Chicoutimi, 25 janvier 1909. 603.2

Règle de Cour

Province de Québec,
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No. 233.

Jean-Baptiste Loranger, marchand de fer, de la
cité de Trois-Rivières, Demandeur ;

vs.
Odilon Loranger, de la dite cité de Trois-Rivières,
Défendeur ;

et

L. J. Blondin *et al.*, Opposants.
Sur l'ordre de l'honorable R. S. Cooke, un des juges de la dite cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Trois-Rivières, vu l'allégation d'insolvabilité du dit défendeur, les créanciers de ce dernier qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la dite cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la "Gazette Officielle" de Québec, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

LOTTINVILLE & DUMONT,

Protonotaire C. S.
District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 26 janvier 1909. 613-2

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
Ernest H. May *et al.*, Plaintiffs ;
vs.

Achille Joncas, Sherbrooke,

Defendant and insolvent.

Notice is hereby given that, on the twenty ninth day of January, 1909, by order of the court, I was appointed curator to the estate of above defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed, duly attested under oath, at my office, 125, Wellington street, Sherbrooke, within one month.

JOHN J. GRIFFITH,

Curator.
690

Sherbrooke, 30th January, 1909.

In Liquidation

UNDER THE WINDING UP ACT AND AMENDMENTS.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Chicoutimi. }
No. 2007.

The Ha ! Ha ! Lumber Company Limited., body
corporate, having its head business office at Saint-Alexis de la Grande Baie, In liquidation.

An order to liquidate has been granted in this matter, and a meeting of the creditors, shareholders and tax-payers of the said company is hereby called for the ninth day of March next, at ten o'clock in the forenoon, in the sitting room of the superior court, in the court house, at Chicoutimi, to appoint a final liquidator to the said company.

GEO. ST. PIERRE, N. P.,
Provisional liquidator.

Chicoutimi, 25th January, 1909. 604

Rule of Court

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Three Rivers. }
No. 233.

Jean Baptiste Loranger, iron merchant, of the city
of Three Rivers, Plaintiff ;

vs.
Odilon Loranger, of the city of Three Rivers,
Defendant.

and

L. J. Blondin *et al.*, Opposants.
By order of the honorable R. S. Cooke, one of the judges of the said superior court, sitting in and for the district of Three Rivers, seeing the allegation of insolvency of the said defendant, the creditors of the latter who have not already filed their claims are now called and to file them in this cause, at the office of the protonotary of the said court, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the "Quebec Official Gazette", in accordance with articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

LOTTINVILLE & DUMONT,

Prothonotary S. C.,
District of Three Rivers.

Three Rivers, 26th January, 1909. 614

Province de Québec, }
 District de Beauharnois, }
MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE BEAUHARNOIS.

Beauharnois, 2 février 1909.

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, L. C. Tassé, secrétaire-trésorier du conseil municipal de la dite ville de Beauharnois, que les terrains ci-après mentionnés seront vendus à l'enchère publique, à l'hôtel-de-ville, en la dite ville de Beauharnois, au lieu ordinaire des séances du conseil, VENDREDI, le VINGT-SIXIÈME jour de FÉVRIER courant, 1909, à DIX heures de l'avant midi, à défaut de paiement des taxes auxquelles ils sont sujets, et des frais encourus.

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois, }
MUNICIPALITY OF THE TOWN OF BEAUHARNOIS.

Beauharnois, 2nd February, 1909.

Public notice is hereby given, by the undersigned, L. C. Tassé, secretary-treasurer of the municipal council of the said town of Beauharnois, that the lots or parcels of lands hereinafter mentioned will be sold at public auction, in the town hall of the said corporation, in the town of Beauharnois, at the usual place of meetings of the council, on FRIDAY, the TWENTY SIXTH day of FEBRUARY instant, 1909, at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of the taxes for which they are liable, and the costs incurred.

Noms des propriétaires.	No du cadastre.	Taxes municipales.	Intérêt.	Taxes d'écoles.	Intérêt.
Names of proprietors.	Cadastral No.	Municipal taxes.	Interest.	School taxes.	Interest.
Caroline Lamontagne.....	P. 138 (a)	\$ 34 00	\$ 5 86	\$23 88	\$ 4 60
Caroline Lamontagne, J. A. A. Desrochers, héritiers —Heirs Elize & Melina Lamontagne.....	117	83 28	12 05	61 38	15 84
" " " " " "	182	48 00	8 00	33 63	7 97

(a) Mesurant 30 pieds de front sur 182 pieds de profondeur, plus ou moins; borné en front par la rue Ellice, en profondeur par le lot No 24/142, à l'est par le lot No 7/139, à l'ouest par le résidu du dit lot No 138 à Pierre Bonnier, avec droit dans le passage mitoyen conjointement avec le dit Pierre Bonnier.

(a) Measuring 30 feet in front by 182 feet in depth, more or less; bounded in front by Ellice street, in rear by lot No. 24/142, on the east by lot No. 7/139, and on the west by the remaining portion of the said lot No. 138, belonging to Pierre Bonnier, with the right of way in the common passage jointly with the said Pierre Bonnier.

573-4

L. C. TASSÉ,
 Secrétaire-trésorier de la ville de Beauharnois.
 Secretary-treasurer of the town of Beauharnois.

PROVINCE DE QUÉBEC.
MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE CHARLEVOIX, PREMIÈRE DIVISION.

Avis public est donné par G. A. Kane, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-après désignés seront vendus par encan public, à la salle publique, à la Malbaie, MERCREDI, le DIXIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour cotisations municipales, scolaires et autres redevances dues aux municipalités ci-dessus mentionnées, sur les divers lots ci-après décrits, à moins qu'elles ne soient payées, avec frais, avant la vente, savoir :

Description de l'immeuble.

- 1° 1 lot d'environ 100 acres étant le numéro 16, 2e rang Callières-Ouest. Taxes municipales.....\$25 49
- 2° 1 lot d'environ 50 acres étant le No 3, rang Callières—sans bâtisses..... 7 80
- 3° 1 lot d'environ 100 acres étant le No 12, 4e rang..... 6 25
- 4° 1 lot d'environ 40 acres étant les Nos 49 et 50 du cadastre officiel, appartenant aux héritiers J. A. J. Kane; borné au nord-est par Alphonse Tremblay, et au sud-ouest par Johnny Guérin—sans bâtisse..... 9 34

G. A. KANE,
 Secrétaire-trésorier.

Malbaie, 6 janvier 1909.

551

PROVINCE OF QUEBEC.
MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF CHARLEVOIX, FIRST DIVISION.

Public notice is given by G. A. Kane, secretary treasurer, of the said municipality, that the lands hereinafter described, shall be sold by public auction, in the public hall, at Malbaie, on WEDNESDAY, the TENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal, school taxes and other charges due to the municipalities hereinafter described, unless the same be paid, with costs incurred, before the day of the sale, to wit :

Description of immovable.

1. A lot of about 100 acres being No. 16, 2nd range Callieres West. Municipal taxes..\$25 49
2. A lot of about 50 acres being No. 3, range Callieres—with buildings..... 7 80
3. A lot of about 100 acres being No 12, 4th range..... 6 25
4. A lot of about 40 acres being Nos. 49 and 50 of the official cadastre, belonging to the heirs J. A. J. Kane; bounded on the north east by Alphonse Tremblay, and on the south west by Johnny Guérin—without building..... 9 34

G. A. KANE,
 Secretary treasurer.

Malbaie, 6th January, 1909,

552

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : **THE CANADIAN**
No 240. **SAVING LOAN**
& **BUILDING ASSOCIATION**, Demanderesse ;
contre **EDOUARD LECLERC**, Défendeur.

1° Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre pour la paroisse de Saint-Paul-de-Chester, sous le numéro seize (16) — avec bâtisses dessus construites.

2° Un autre emplacement faisant partie de la partie nord-est du lot neuf, de dit cadastre, mesurant cinquante-cinq pieds de front, plus ou moins, par cent pieds de profondeur, mesure anglaise ; borné en front par la route de Saint-Philippe, au nord-est par le lot en premier lieu décrit, au sud-est par l'emplacement des commissaires d'école, et en arrière par Clovis Lettre — avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Paul-de-Chester, le DIX-SEPTIEME jour de FÉVRIER prochain, 1909, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 11 janvier 1909. 359-2
[Première publication, 16 janvier 1909.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : **JOSEPH ROUTHIER**, De-
No 1101. **mandeur** ; contre **NAPOLEON**
GRENIER, Défendeur.

Un terrain ou emplacement faisant partie du lot numéro quatorze B (14 B), du cadastre officiel du comté de Beauce, pour le sixième rang du canton de Broughton, en la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, de la contenance de 114 pieds de front sur 88 pieds de profondeur, et renfermé dans les bornes suivantes :

En avant au nord-ouest à une lisière de terrain de dix pieds de largeur à partir du chemin de la "Broughton Asbestos Fibre Company", en arrière au sud-est du terrain de Napoléon Poirier, d'un côté au nord-est à un certain ruisseau, et de l'autre côté au sud-ouest à sieur Jean Jacques, sous réserve des mines à qui de droit, mais avec toutes les bâtisses construites sur le dit terrain — circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière et annuelle de dix piastres, payable le premier de novembre de chaque année à M. Napoléon Poirier.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Sacré Cœur de Jésus, le SEIZIEME jour de FÉVRIER prochain (1909), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph Beauce, 12 janvier 1909. 333-2
[Première publication, 16 janvier 1909.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : **THE CANADIAN SAVING**
No. 240. **LOAN & BUILDING**
ASSOCIATION, Plaintiff ; against **EDOUARD**
LECLERC, Defendant.

1. An emplacement known and designated on the plan and book of reference for the cadastre for the parish of Saint Paul de Chester, under the number sixteen—with buildings thereon erected.

2. An other emplacement being a part of the north east part of lot nine of the same cadastre, measuring in front fifty five feet, more or less, by one hundred feet in depth, english measure ; bounded in front by the Saint Philippe road, to the north east by the lot first here above described, to the south east by the school commissioners' emplacement, and to the rear by Clovis Lettre — with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Paul de Chester, on the SEVENTEENTH day of FEBRUARY next, 1909, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 11th January, 1909. 369
[First published, 16th January, 1909.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : **JOSEPH ROUTHIER**, Plain-
No. 1101. **teiff** ; against **NAPOLEON**
GRENIER, Defendant.

A piece of land or lot forming part of lot number fourteen B (14 B), of the official cadastre of the county of Beauce, for the sixth range of the township of Broughton, in the parish of Sacré Cœur de Jésus, measuring 114 feet in front by 88 feet in depth, and enclosed within the following limits :

In front to the north west by a strip of land ten feet wide starting from the road of the "Broughton Asbestos Fibre Company", in the rear to the south east, by the land of Napoléon Poirier, on one side to the north east by a certain stream, and on the other side to the south west by sieur Jean Jacques, under reserve the mines to whom it may concern, but with all the buildings erected on the said land — circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of ten dollars, payable the first day of November each year to Mr. Napoléon Poirier.

To be sold at the church door of the parish of Sacré Cœur de Jésus, the SIXTEENTH day of FEBRUARY next (1909), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 12th January, 1909. 334
[First published, 16th January, 1909.]

Ventes par le Sh'rif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Province de Québec, } **L** A BANQUE D'HOCHE-
District de Montréal. } LAGA, Demanderesse ;
No 3491. } vs J. A. A. DESROCHERS,
Défendeur.

1° Un terrain ou emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Beauharnois, sous le numéro cent quinze (115), de figure irrégulière, contenant en superficie 18720 pieds, mesure anglaise—avec les maisons et autres bâtiments dessus construits.

2° Un autre terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Beauharnois, sous le numéro cent seize (116), de figure irrégulière, superficie : 9165 pieds, mesure anglaise—avec maison et autres bâtisses sus-érigées.

3° Un terrain ou emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Beauharnois, sous le numéro cent dix-huit (118), de figure irrégulière, superficie : 9555 pieds mesure anglaise. Ces trois dits numéros sont situés dans la ville de Beauharnois, sur la rue Ellice.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Clément, MARDI, le NEUVIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 2 février 1909.

645

[Première publication, 6 février 1909.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **G. BELLEY, avocat,**
District de Chicoutimi. } **L** de Chicoutimi, Deman-
Chicoutimi à savoir : } deur ; vs DEMOISELLE
No 2483. } **PHILOMENE SIMARD,**
du même lieu, Défenderesse.

1° Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie des lots connus et désignés au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, sous les numéros deux cent vingt-cinq et deux cent vingt-six (225 et 226), lequel mesure trente pieds de largeur de l'est à l'ouest, et est compris dans les bornes suivantes : en front au nord de la rivière Saguenay, en arrière au sud au terrain de Adélard Ladouceur, du côté ouest par le terrain de Georges Gauthier, et du côté est partie par le terrain de Adjutor Simard et partie par le terrain de J. E. Cloutier—avec ensemble la maison et autres bâtisses dessus érigées et dépendances, et avec le droit appartenant à Mademoiselle Simard, à perpétuité à un chemin de sortie du côté est du terrain de M. Ladouceur sus-nommé, pour communiquer du terrain présentement décrit à la rue Racine, ce chemin ne devant excéder en largeur la distance qu'il y a entre la maison de M. Ladouceur et celle de M. Vital Tremblay, et devant être entretenu par ceux qui en font usage.

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Province of Quebec, } **T** H E HOCHELAGA
District of Montreal. } BANK, Plaintiff ; vs
No. 3491. } J. A. A. DESROCHERS,
Defendant.

1. A piece of land or emplacement known and described on the official plan and book of reference of the town of Beauharnois, under the number one hundred and fifteen (115), of irregular outline, containing 18720 feet, english measure, in area—with the houses and buildings thereon erected.

2. Another piece of land known and described on the official plan and book of reference of the town of Beauharnois, under the number one hundred and sixteen (116), of irregular outline, area 9165 feet, english measure—with house and other buildings thereon erected.

3. A piece of land or emplacement known and described on the official plan and book of reference of the town of Beauharnois, under the number one hundred and eighteen (118), of irregular outline, area 9555 feet, english measure. Such said three numbers are situate in the town of Beauharnois, on Ellice street.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Clement, TUESDAY, the NINTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 2nd February, 1909.

646

[First published, 6th February, 1909.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

Superior Court.

Province of Quebec, } **G. BELLEY,**
District of Chicoutimi. } **L** advocate, of Chi-
Chicoutimi, to wit : } cutimi, Plaintiff ; vs
No. 2483. } **MISS PHILOMENE**
SIMARD, of the same place, Defendant.

1. All that lot of land or emplacement forming part of the lots known and described on the official cadastre of the town of Chicoutimi, under the numbers two hundred and twenty five and two hundred and twenty six (225 and 226), measuring thirty feet in width from east to west, and is comprised within the following limits : in front on the north by the river Saguenay, in the rear on the south by the land of Adélard Ladouceur, on the west side by the land of Georges Gauthier, and on the east side, partly by the land of Adjutor Simard, and partly by the land of J. E. Cloutier—together with the house and other buildings thereon erected and dependencies, and with the right belonging to Miss Simard, in perpetuity to an exit road on the east side of the land of Mr. Ladouceur aforesaid, to communicate from the land herein described to Racine street, such road not to exceed in width the distance there may be between the house of Mr. Ladouceur, and that of Mr. Vital Tremblay, and to be kept in order by those making use of same.

2° Tout ce lopin de terre de figure irrégulière, formant partie des lots connus et désignés au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, sous les numéros mille quatre-vingt-deux-un (1082-1) et mille quatre-vingt-seize-un (1096-1) respectivement de la dernière redivision des lots mille quatre-vingt-deux et mille quatre-vingt-seize, le tout borné vers le nord par le terrain de J. E. Cloutier, vers l'est ou sud-est par la rue Saint-Ignace, et vers le sud et vers l'ouest par le terrain de Isaac Jobin, fils, ou représentants, lequel terrain mesure cent cinquante pieds et six pouces sur la rue Saint-Ignace, cent soixante et sept pieds du côté nord, soixante et cinq pieds du côté ouest, cent deux pieds du côté sud—avec bâtisses dessus érigées et toutes dépendances.

Pour être vendus à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du shérif soussigné, au palais de justice à Chicoutimi, le DIXIEME jour du mois de MARS prochain.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 30 janvier 1909. 671
[Première publication, 6 février 1909.]

Ventes par le Shérif—Gaspé.

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Gaspé.

Percé, à savoir : } **CLOVIS ROY**, de la paroisse No 662, de Saint-Norbert du Cap Chat, en le comté de Gaspé, entrepreneur menuisier, Demandeur et défendeur incident ; contre **DELPHIS ROY**, de la paroisse susdite, agent des terres de la Couronne, et cultivateur, Défendeur et demandeur incident.

Une terre sise et située au premier rang des terres de la paroisse de Saint-Norbert du Cap Chat, dans le comté et district de Gaspé, étant la moitié du lot No 65, du canton de Cap Chat ; borné au nord au fleuve Saint-Laurent, au sud à la profondeur des terres du premier rang, à l'est partie à T. J. Lamontagne et partie à François J. Roy, à l'ouest partie à la fabrique de Saint-Norbert du Cap Chat et partie à François J. Roy—avec maison, grange, hangar et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Norbert du Cap Chat, le DOUZIEME jour de MARS prochain, 1909, à ONZE heures du matin.

JAS. T. TUZO,

Bureau du Shérif, Shérif.
Percé, 28 janvier 1909. 629
[Première publication, 6 février 1909.]

Ventes par le Shérif—Joliette

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **DAME ADELAIDE VE-**
No 4432. } **ZINA**, Demanderesse ;
contre **LES HERITIERS** de feu F. X. Laliberté et al, Défendeurs.

2. All that lot of land of irregular outline forming part of the lots known and described on the official cadastre of the town of Chicoutimi, under the numbers one thousand and eighty two-one (1082-1) and one thousand and ninety six-one (1096-1), respectively of the last redivision of the lots one thousand and eighty two and one thousand and ninety six, the whole bounded on the north by the land of J. E. Cloutier, on the east on south east by Saint Ignace street, and on the south and west by the land of Isaac Jobin, jr., or representative, measuring one hundred and fifty feet six inches on Saint Ignace street, one hundred and sixty seven feet on the north side, sixty five feet on the west side, and one hundred and two feet on the south side—with buildings thereon erected and all dependencies.

To be sold at TEN o'clock in the forenoon, at the office of the undersigned sheriff, in the court house, at Chicoutimi, the TENTH day of the month of MARCH next.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 30th January, 1909. 672
[First published, 6th February, 1909.]

Sheriff's Sales—Gaspé.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Gaspé.

Percé, to wit : } **CLOVIS ROY**, of the parish of No. 662, of Saint-Norbert du Cap Chat, in the county of Gaspé, master joiner, Plaintiff and incidental defendant ; against **DELPHIS ROY**, of the aforesaid parish, Crown Lands agent, and farmer, Defendant and incidental plaintiff.

A lot lying and situate in the first range of the lands of the parish of Saint-Norbert du Cap Chat, in the county and district of Gaspé, being the half of the lot No. 65, of the township of Cap Chat ; bounded on the north by the river Saint-Laurence, on the south by the depth of the lands of the first range, on the east partly by T. J. Lamontagne, and partly by François J. Roy, on the west, partly by the Fabrique de Saint-Norbert du Cap Chat, and partly by François J. Roy—with house, barn, shed and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Norbert du Cap Chat, the TWELFTH day of the month of MARCH next, 1909, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, 28th January, 1909. 630
[First published, 6th February, 1909.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **DAME ADELAIDE VE-**
No. 4432. } **ZINA**, Plaintiff ; against
THE HEIRS of the late F. X. Laliberté et al, Defendant.

1 Un emplacement situé en la ville de Joliette, du côté nord-est de la place Bourget, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de cette ville, sous le numéro cent quarante (140) et bâti de maison et dépendances.

2° Un emplacement situé en la ville de Joliette, du côté nord-ouest de la rue Manseau, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de cette ville, sous le numéro cent quatre-vingt-huit (188) — bâti de partie de maison et dépendances. Cet emplacement est et demeurera après la vente assujetti et affecté conjointement avec le lot No 189, au paiement d'une rente constituée de trois piastres par année due à la corporation épiscopale catholique romaine de Joliette, et échéant le deux janvier chaque année.

Pour être vendus au bureau du shérif, en la ville de Joliette, le NEUVIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant midi.

A. M. RIVARD.

Bureau du Shérif,
Joliette, 2 février 1909.

Shérif.
673

[Première publication, 6 février 1909]

1. A lot situate in the town of Joliette, on the north east side of Bourget place, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of said town, under the number one hundred and forty (140) — with house and dependencies.

2. A lot situate in the town of Joliette, on the north west side of Manseau street, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of said town, under the number one hundred and eighty eight (188) — with part of house and dependencies. This lot is and shall remain after the sale, subject and affected jointly with the lot No. 189, to the payment of a constituted rent of three dollars per year due the roman catholic episcopal corporation of Joliette, and falling due the second of January each year.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Joliette, the NINTH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
Joliette, 2nd February, 1909.

Sheriff.
674

[First published, 6th February, 1909.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Montmagny

Montmagny à savoir : } ALPHONSE GAU-
No 2937. } DREAU, cultivateur, de Saint-Thomas, Demandeur; contre WILLIAM GIASSON, journalier, du même lieu, Défendeur.

Un terrain situé en la deuxième concession au sud de la Rivière du Sud, étant le numéro cinq cent quarante-quatre (544), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; à distraire du dit terrain des parties vendues à Gaudias Morin, Alphonse Lafumme, au Revd. M. Marois et Napoléon Giasson.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas, le DIXIEME jour de MARS prochain 1909, à ONZE heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif,
Montmagny, 2 février 1909.

Shérif.
643

[Première publication, 6 février 1909.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Montréal, à savoir : } HENRI J. ROSS, curateur, dûment autorisé en vertu de l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateur aux biens d'ALBERT STRANG, failli, et George A. Grier et al, requérants.

1° Un lot de terre situé dans la cité de Westmount, dans le district de Montréal, connu et désigné comme lot de subdivision numéro cent douze (112), sur le plan de subdivision dûment fait et déposé du lot connu sous le numéro deux cent qua-

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montmagny.

Montmagny, to wit : } ALPHONSE GAU-
No. 2997. } DREAU, farmer, of Saint Thomas, Plaintiff; against WILLIAM GIASSON, laborer, of the same place, Defendant.

A piece of land situate in the second concession, to the south of the River du Sud, being the number five hundred and forty four (544), of the official cadastre of the parish of Saint Thomas—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, to be withdrawn from said piece of land the portions sold to Gaudias Morin, Anselme Lafumme, the Revd. Mr. Marois and Napoleon Giasson.

To be sold at the church door of the parish of Saint Thomas, the TENTH day of MARCH next, 1909, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's Office,
Montmagny, 2nd February, 1909.

Sheriff.
644

[First published, 6th February, 1909.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Montreal, to wit : } HENRY J. ROSS, curator, thereto duly authorized under article 879 of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the property of ALBERT STRANG, insolvent, and George A. Grier et al, petitioners.

1. A lot of land situate in the city of Westmount, in the district of Montreal, known and designated as subdivision lot number one hundred and twelve (112), on the subdivision plan duly made and filed of the lot known by the number two hundred and

tre-vingt deux (282-12), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; borné en front au nord-est par l'avenue Argyle—avec les deux maisons en brique et pierre séparées par moitié et autres bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

2° Un morceau de terre situé dans la cité de Westmount, connu comme la partie nord-est du lot numéro quatorze cent vingt (pt. nord-est 1420), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant trente-six pieds onze pouces de largeur en front, trente-six pieds de largeur en arrière sur cent soixante et treize pieds six pouces sur le côté nord-est, et cent soixante et douze pieds trois pouces sur le côté sud-ouest, le tout mesure anglaise, plus ou moins; borné en front par l'avenue Hillside, en arrière par le lot No 1421, au nord-est par le lot No 1419, et au sud-ouest par le résidu du dit lot No 1420—avec la factorie convertie en métal et bouilloire en briques et bâisse pour engin sus-érigées et engins, bouilloire, matériel, machines, outils et ustensiles maintenant dans et aux environs de la dite factorie et employés pour les fins des manufacturiers y faisant affaires, le tout devant être considéré comme attaché au dit immeuble par destination et comme étant immobilière de sa nature.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le ONZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 2 février 1909. Shérif. 683
[Première publication, 6 février 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal à savoir : CHARLES R. WESTGATE, commerçant, de la ville de Montréal-Ouest, dans le district de Montréal, et CHAS. E. LEWIS, commerçant, de la cité de Montréal, faisant affaires ensemble à Montréal, en société sous les noms et raison de Westgate & Lewis, Demandeurs; contre les terres et tenements de CHARLES LEE AUSTIN, des cité et district de Montréal, abandonnés entre les mains et en faveur de Louis St. Jean, député protonotaire de la cour supérieure, du même lieu, ciement nommé curateur au délaissement fait en justice par le dit Charles Lee Austin, Défendeur.

1° Un certain lot de terre connu comme subdivision numéro mille sept cent dix sept (No 1717) sur la subdivision officielle du lot numéro dix (10-1717), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga, faisant front sur la rue Zotique, et contenant vingt deux (22) pieds de largeur sur cent (100) pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec la maison lambrissée en briques et autres bâtisses sus-érigées, et avec le droit de se servir des ruelles en arrière en commun avec les autres personnes y ayant droit.

2° Trois lots de terre connus comme subdivision soixante et dix huit, soixante et dix neuf et quatre vingts, sur la subdivision officielle du lot numéro trois cent quarante deux, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, dans le dit district—avec le droit y appartenant et les bâtisses sus-érigées, les dits terres et tenements ayant été abandonnés entre les mains du dit curateur, au délaissement fait en justice par le dit défendeur.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Montréal, 12 janvier 1909. Shérif. 327-2
[Première publication, 16 janvier 1909.]

eighty two (282-12), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal; bounded in front to the north east by Argyle avenue—with the two brick and stone semi detached houses and the other buildings, circumstances and dependencies thereon erected.

2. A parcel of land situate in the city of Westmount, known as the north east part of lot number fourteen hundred and twenty (N. E. pt. 1420), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing thirty six feet eleven inches in width in front, thirty six feet in width in rear by one hundred and seventy three feet six inches, on the north easterly side, and one hundred and seventy two feet three inches, on the south westerly side, all english measure, and more or less; bounded in front by Hill side avenue, in rear by lot No. 1421, to the north east by lot No. 1419, and to the south west by the remainder of said lot No. 1420—with the metal sheeted factory building and the brick boiler and engine house thereon erected and engines boiler, plan, machinery tools and ustensiles now in and about said factory, and used for the purposes of the manufacturers thereon carried on, all of which shall be considered as attached to said immoveable property by destination and as sharing the immoveable nature thereof.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 2nd February, 1909. Sheriff. 684
[First published, 6th February, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : CHARLES R. WESTGATE, No. 2811. CHAS. E. LEWIS, trader, of the town of Montreal West, in the district of Montreal, and CHAS. E. LEWIS, trader, of the city of Montreal, carrying on business together at Montreal, in copartnership under the firm name of "Westgate & Lewis," Plaintiffs; against the lands and tenements of CHARLES LEE AUSTIN, of the city and district of Montreal, abandoned in the hands and in favor of Louis St. Jean, deputy protonotary, of the superior court, of the same place, duly named and appointed curator to the délaissement made in justice, by the said Charles Lee Austin, Defendant.

1. A certain lot of land known as subdivision number one thousand seven hundred and seventeen (No. 1717), on the official subdivision of lot number ten (10-1717), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, in the county of Hochelaga, fronting on Zotique street, and containing twenty two (22) feet in width by one hundred (100) feet in depth, more or less, english measure—with the brick encased house and other erections thereon, and with right of use of the lanes in rear in common with others having rights thereon.

2. Three lots of land known as subdivisions numbers seventy eight, seventy nine and eighty, upon the official subdivision of lot number three hundred and forty-two, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, in said district—with the right thereto belonging and with the buildings thereon erected, said lands and tenements having been abandoned in the lands of said curator, to the délaissement made in justice, the said defendant.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office. Montréal, 12th January, 1909. Sheriff. 328
[First published, 16th January, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **THE LIVERPOOL & LONDON & GLOBE**
No 1541.

INSURANCE COMPANY, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires pour la puissance du Canada dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **DELLE ELIZABETH McGARRY**, fille majeure, des cité et district de Montréal, et al, Défendeurs.

1^o Lot de subdivision numéro cinquante-quatre du lot numéro cinq cent quatre-vingt-treize (593-54), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint Antoine, dans la cité de Montréal, contenant vingt-quatre pieds six pouces de largeur sur quatre-vingt-cinq pieds neuf pouces de profondeur sur la ligne de côté nord-est et quatre-vingt huit pieds dix pouces de profondeur sur la ligne de côté sud-ouest, et une superficie totale de deux mille cent trente huit pieds et demi, mesure anglaise, mais sans garantie des mesure précise et moins le montant distraint comme ci-dessous mentionné ; borné en front, au nord-ouest, par la rue Saint Antoine, en arrière, du côté sud-est, par la partie de la ruelle subdivision quarante-deux, du dit lot officiel 593, ci-après décrit, du côté nord-est par le lot de subdivision cinquante-cinq, du dit lot officiel 593, et du côté sud-ouest par le lot de subdivision 53, du dit lot officiel 593. A distraire du dit lot de subdivision présentement vendu la lisière le long du front, expropriée par la cité de Montréal pour l'élargissement de la dite rue Saint-Antoine.

2^o Cette partie de la ruelle connue comme numéro de subdivision quarante-deux, du lot numéro cinq cent quatre-vingt-treize (partie de 593-42), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, située immédiatement en arrière de la dite subdivision cinquante-quatre, du dit lot officiel 593, mesurant dix pieds neuf pouces de largeur et s'étendant sur toute la largeur de la dite subdivision en dernier lieu mentionnée, et bornée comme suit : au nord-ouest par la dite subdivision cinquante-quatre, du dit lot officiel 593 (593-54), au sud-est par une partie du lot de subdivision numéro trente-trois, du dit lot officiel 593 (593-33), au nord-est par partie du lot de subdivision cinquante-cinq du dit lot officiel 593 (partie 593-55) et au sud-ouest par la partie restante de la dite ruelle—avec le droit de passage en commun avec les autres personnes, dans le résidu de la dite ruelle 593-42, et dans la ruelle connue comme subdivision 34, du dit lot officiel 593, et aussi dans et à travers la rue connue comme subdivision 30, du dit lot officiel numéro 593.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU.

Bureau du Shérif, Montréal, 13 janvier 1909.
[Première publication, 16 janvier 1909].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **LA VILLE DE SAINT LOUIS**
No 337.

LOUIS, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires, en la ville de Saint-Louis, district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **GEORGES H. PORTEOUS**, ci-devant de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, et maintenant de la ville d'Ottawa, dans la province d'Ontario, Défendeur.

Un emplacement sis et situé dans la ville Saint-Louis, dit district de Montréal, connu et désigné sous le numéro de subdivision soixante et sept, de la subdivision deux, du numéro officiel douze, du village incorporé de la côte Saint-Louis ; borné en front par la rue Laurier—avec une maison en bois à deux logements, un haut et un bas, portant les numéros civiques 693 et 695, de la dite rue Laurier, lambrassée en pierre et brique, et autres bâtiments dessus érigés.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : **THE LIVERPOOL & LONDON & GLOBE**
No. 1541.

INSURANCE COMPANY, a body politic and corporate, having its principal place of business for the Dominion of Canada in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **DELLE ELIZABETH McGARRY**, fille majeure, of the city and district of Montreal, et al, Defendants.

1. Subdivision lot number fifty four of lot number five hundred and ninety three (593-54), on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, in the city of Montreal, containing twenty four feet six inches in width by eighty five feet nine inches in depth on the north east side line, and eighty eight feet ten inches in depth on the south west side line, and a total superficies of two thousand one hundred and thirty eight feet and a half, english measure, but without warranty of precise measurements and less the amount distracted as hereinafter stated ; bounded in front, to the north west, by Saint Antoine street, in rear, to the south east side, by the portion of lane subdivision forty two, of said official lot 593, hereinafter described, on the north east side by subdivision lot fifty five, of said official lot 593, and on the south west side by subdivision lot 53 of said official lot 593, to be distracted from said subdivision lot presently sold, the strip along the front expropriated by the city of Montreal for the widening of said Saint Antoine street.

2. That portion of the lane known as subdivision number forty two, of lot number five hundred and ninety three (part of 593-42), on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward, in the city of Montreal, lying immediately in rear of said subdivision fifty four, of said official lot 593, measuring ten feet nine inches in width, and extending the whole width of said last mentioned subdivision ; and bounded as follows : to the north west by said subdivision fifty four of said official lot 593 (593-54), to the south east by a portion of subdivision lot number thirty three, of said official lot 593 (593-33), to the north east by part of subdivision lot fifty five, of said official lot 593 (part 593-55), and to the south west by the remaining portion of said lane—with the right of passage in common with others, in the remainder of said lane 593-42, and in the lane known as subdivision 34, of said official lot 593, and also in and through the street known as subdivision 30, of said official lot number 593.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU.

Sheriff's Office, Montréal, 13th January, 1909.
[First published, 16th January, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : **THE TOWN OF SAINT LOUIS**
No. 337.

LOUIS, body politic and corporate, having its principal business office in the town of Saint Louis, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **GEORGE H. PORTEOUS**, heretofore of the town of Saint Louis, district of Montreal, and now of the city of Ottawa, in the province of Ontario, Defendant.

A lot lying and situate in the town of Saint Louis, said district of Montreal, known and designated as subdivision number sixty seven, of subdivision two, of the official number twelve, of the incorporated village of côte Saint Louis ; bounded in front by Laurier street with a wooden house of two tenements, one upper and one lower, bearing the civic numbers 693 and 695, of the said Laurier street, faced in stone and brick, and other buildings thereon erected.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 12 janvier 1909. 325-2
[Première publication, 16 janvier 1909].

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Bryson.

Province de Québec, } **JOHN CAMPBELL**,
District de Pontiac. } Demandeur; vs **ROBERT**
No 980. } **HAVELIN**, forgeron, Dé-
endeur.

Tous ces morceaux ou étendues de terre connus conformément à l'arpentage original du village de Campbell Bay, dans le comté de Pontiac, comme lots numéros 9 et 10, sur le côté ouest de la rue Paterson, contenant soixante pieds sur cent vingt pieds, plus ou moins, et maintenant connus et décrits conformément aux plan, et livre de renvoi officiels pour le dit village de Campbell Bay, comme lots numéros cent quatre-vingt-sept et cent quatre-vingt-huit, du dit village de Campbell Bay—avec toutes les appartenances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans le village Bryson, le DIX-SEPTIEME jour de FEVRIER 1909, à DIX heures de l'avant-midi.

S. McNALLY,

Bureau du Shérif, Shérif.
11 janvier 1909. 335-2
[Première publication, 16 janvier 1909].

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **ANTOINE-ABIAS CAN-**
No 2604. } **TIN**, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs; contre **JEAN-BAPTISTE ALIAS LOUIS BÉRUBÉ**, à savoir :

La partie ouest du lot No 376 (trois cent soixante et seize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé au coin nord-est des rues Arago et Sauvageau, mesurant trente-six pieds sur la rue Sauvageau, et trente-quatre pieds sur la rue Arago—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; sujet à une rente foncière annuelle de \$10.00, payable le 29 septembre, à J. E. Fortier.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DOUZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 4 février 1909. 703
[Première publication, 6 février 1909].

To be sold at my office, in the city of Montreal, the EIGHTEENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 12th January, 1909. 326
[First published, 16th January, 1909].

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Bryson.

Province of Québec, } **JOHN CAMPBELLS**,
District of Pontiac. } Plaintiff; vs **ROBERT**
No. 980. } **HAVELIN**, blacksmith,
Defendant.

All these parcels or tracts of lands known according to the original survey of the village of Campbells' Bay, in the county of Pontiac, as lots number 9 and 10, on the west side of Paterson street, containing sixty feet by one hundred and twenty feet, more or less, and now known and described according to the official plan and in the book of reference for the said village of Campbells Bay, as lots numbers one hundred and eighty seven and one hundred and eighty eight, of the said village of Campbells Bay—with all the appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office, in the village of Bryson, on the SEVENTEENTH day of FEBRUARY, 1909, at the hour of TEN o'clock in the forenoon.

S. McNALLY,

Sheriff's office, Sheriff.
11th January, 1909. 336
[First published, 16th January, 1909].

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } **ANTOINE-ABIAS CANTIN**,
No. 2604. } personally as well as in his quality of tutor to his minor children; against **JEAN-BAPTISTE ALIAS LOUIS BÉRUBÉ**, to wit:

The western part of lot No. 376 (three hundred and seventy six), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being a lot situate on the north east corner of Arago and Sauvageau streets, measuring thirty six feet on Sauvageau street, and thirty four feet on Arago street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; subject to an annual ground rent of \$10.00, payable the 29th September, to J. E. Fortier.

To be sold at my office, in the city of Québec, the TWELFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 4th February, 1909. 704
[First published, 6th February, 1909].

**FIERI FACIAS.
MANDAT DE CURATEUR.**

Québec, à savoir : } **IN RE WILLIAM J. DENISS,**
No 2520. } **failli, et LEFAIVRE &**
TASCHEREAU, curateurs, à savoir :

1° Le lot No 3031 (trois mille trente et un), du cadastre officiel pour le quartier du Palais, de la cité de Québec, étant un emplacement situé au numéro 52, de la rue du Palais—avec les bâties desus construites, circonstances et dépendances, et sujet en faveur du lot 3030, du même cadastre, d'un droit de passage à pieds et en voiture.

2° Le lot No 4140 (quatre mille cent quarante), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé au numéro 52½, sur la rue Saint-Eustache—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le CINQUIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGEIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 28 janvier 1909. 607
Première publication, 30 janvier 1909, est nulle.
[Première publication, 6 février 1909.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Saint-François à savoir : } **DAME VIRGINIE**
No 1728. } **MENARD,** Deman-
dresse ; contre **HECTOR CHENETTE,** Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

1° Un lot de terre situé dans le canton de Ditton, dans le comté de Compton, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit canton de Ditton, comme lot numéro quatre cent quatre-vingt-treize (493), dans le sixième rang du dit canton, contenant cent huit acres, un vergée et vingt perches de terre en superficie—avec toutes les bâties sus-érigées, et améliorations faites.

2° Un autre lot de terre situé dans le dit canton de Ditton, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit canton de Ditton, comme lot numéro quatre cent quatre-vingt-quatorze (494), dans le dit sixième rang, contenant quarante et un acres, trois vergées et vingt-quatre perches de terre en superficie—circonstances et dépendances.

3° Un autre lot de terre situé dans le dit canton de Ditton, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit canton de Ditton, comme lot numéro quatre cent quatre-vingt-quinze (495), dans le dit sixième rang, contenant soixante-cinq acres de terre en superficie—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint Pierre de Ditton, le SEIZIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 12 janvier, 1909. 331-2
[Première publication, 16 janvier 1909.]

**FIERI FACIAS.
CURATOR'S WARRANT.**

Quebec, to wit : } **IN RE WILLIAM J. DENISS,**
No. 2520. } **insolvent, and LEFAIVRE &**
TASCHEREAU, curators, to wit :

1. The lot No. 3031 (three thousand and thirty one), of the official cadastre for Palace ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate at No. 52, on Palace street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and subject, in favor of the lot 3030, of the same cadastre, of a right of way on foot and in vehicle.

2. The lot No. 4140 (four thousand one hundred and forty), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate at No. 52½, on Saint Eustache street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGEIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 28th January, 1909. 608
First publication, 30th January, 1909, is null.
[First published, 6th February, 1909.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Saguenay.

Saint Francis, to wit : } **DAME VIRGINIE ME-**
No. 1728. } **NARD,** Plaintiff ;
against **HECTOR CHENETTE,** Defendant.

As belonging to the said defendant :

1. A lot of land situate in the township of Ditton, in the county of Compton, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Ditton, as the lot number four hundred and ninety three (493), in the sixth range of the said township, containing one hundred and eight acres, one road and twenty perches of land in superficies—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

2. Another lot of land situate in the said township of Ditton, known and designated on the said official cadastral plan and book of reference for the said township of Ditton, as the lot number four hundred and ninety four (494), in the said sixth range, containing forty one acres, three roads and twenty four perches of land in superficies—with the appurtenances thereunto belonging.

3. Another lot of land situate in the said township of Ditton, known and designated on the said official cadastral plan and book of reference for the said township of Ditton, as the lot number four hundred and ninety five (495), in the said sixth range, containing sixty five acres of land in superficies—with all the appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre de Ditton, on the SIXTEENTH day of FEBRUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 12th January, 1909. 332
[First published, 16th January, 1909.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } **GAVIN JAMES**
Sainte-Scholastique, } **WALKER**, Deman-
No 505. } deur; vs **DUNCAN**
FERGUSON, Défendeur.

1° Tout le lot de terre sis et situé dans le canton d'Harrington, dans le comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, contenant en superficie cent quatre-vingt-trois acres de terre, plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, sous le numéro dix (No 10), dans le huitième rang du dit canton—avec maison et autres bâtisses y érigées.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, et contenant cent trente-trois acres et demi en superficie, plus ou moins, autrefois connu et désigné comme étant la moitié nord du lot numéro douze (No 12), maintenant connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels comme étant le lot numéro douze A (No 12 A).

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, à Lachute, le **HUITIEME** jour de **MARS** prochain 1909, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PRÉVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 2 février 1909. 675
[Première publication, 6 février 1909.]

Nomination

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par ordre en conseil, en date du trente et unième jour de décembre 1908, de nommer **M. Louis Joseph Dugal**, notaire, de Fraserville, greffier de la cour de circuit, du district de Kamouraska. 705

Avis du Gouvernement

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionnés ayant transmis au ministère de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes exigences des statuts 56 Vict., ch. XX, et 59 Vict., ch. XXI, le sousigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Maskinongé, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la Mission de Saint-Ignace du Lac."

G. A. GIGAULT,
Sous-ministre de l'Agriculture.

Québec, 5 février 1909. 737

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } **GAVIN JAMES WAL-**
Sainte Scholastique, } **KER**, Plaintiff; vs
No. 505. } **DUNCAN FERGUSON,**
Defendant.

1. The lot of land lying and situate in the township of Harrington, in the county of Argenteuil, district of Terrebonne, containing in area one hundred and eighty three acres of land, more or less, known and described on the official plan and book of reference of the said township, under the number ten (10), in the eighth range of the said township—with house and other buildings thereon erected.

2. Another lot of land situate in the same place, known and described on the same official plan and book of reference, and containing one hundred and thirty three acres and a half in area, more or less, heretofore known and described as being the north half of lot number twelve (12), now known and described on the said official plan and book of reference as being the lot number twelve A (12A).

To be sold at the registry office of the county of Argenteuil, at Lachute, the **EIGHTH** day of **MARCH** next, 1909, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PRÉVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 2nd February, 1909. 676
[First published, 6th February, 1909.]

Appointment

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the thirty first day of December, 1908, to appoint **Mr. Louis Joseph Dugal**, notary, of Fraserville, clerk of the circuit court, of the district of Kamouraska. 706

Government Notice

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of the statute 56 Vict., ch. XX, and 59 Vict., ch. XXI, the undersigned authorizes the formation of this club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Maskinongé, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the Mission of Saint Ignace du Lac."

G. A. GIGAULT,
Deputy minister of Agriculture.
Quebec, 5th February, 1909. 738

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC.

Avis est par le présent donné que, à la prochaine session de la législature de la province de Québec, Gaspard Lemoine et Victor Châteauvert, négociants, et René Lemoine, Alexandre Châteauvert et Onésime Châteauvert, commis, tous de la cité de Québec, demanderont la passation d'une loi les incorporant, eux et toutes autres personnes qui pourraient devenir actionnaires de la dite compagnie, sous le nom de "J. B. Renaud & Cie, Limitée", aux fins d'acquiescer et d'exercer le commerce actuellement exercé par les dits Gaspard Lemoine et Victor Châteauvert, en société, sous le nom de "J. B. Renaud & Cie", en la cité de Québec, et pour autres fins.

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,

Procureurs des requérants.

Québec, 4 février 1909.

709

Nous vous donnons avis de la part de MM. Charles Chaput, négociant, de Montréal, Farquhar Robertson, de Montréal, S. D. Vallières, bourgeois, de Montréal, et Victor Morin, notaire, de Montréal, qu'ils présenteront un bill à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander que la charte de la ville de Montréal soit amendée pour les fins suivantes :

1^o Réduction du nombre des échevins de deux à un par quartier.

2^o Création d'un bureau de commissaires dont le maire sera le président pour l'administration des affaires civiles, et aussi pour toutes autres questions se rattachant à l'administration des affaires civiles de la cité de Montréal.

BEAUDIN, LORANGER,

ST. GERMAIN & GUERIN,

Procureurs.

Montréal, 4 février 1909.

711

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "Lyman, Limited" (incorporée en vertu de la Loi des Compagnies de la Puissance), ayant son principal bureau dans la cité de Montréal, et Henry H. Lyman, Arthur Lyman, Albert Clarence Lyman et Walter Ernest Lyman, tous des cité et district de Montréal, et "The Royal Trust Company", Henry H. Lyman et Albert Clarence Lyman, en leur qualité de fidei-commis et exécuteurs du testament de feu Frederick S. Lyman, pour obtenir un acte afin de ratifier le transfert à "Lyman, Limited", des affaires ci-dessus faites à Montréal, sous les nom et raison de Lyman Sons & Co., y compris le transfert de l'immeuble connu comme lots portant les numéros officiels 25 et 26, du quartier centre, et 1540 du quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal, y compris aussi le transfert de tous les droits de la succession de feu Frederick S. Lyman, dans les affaires et immeubles ci-dessus mentionnés, et pour ratifier tous les actes passés dans le but de donner effet aux susdits transferts et transactions.

LAFLEUR, MACDOUGALL,

MACFARLANE & POPE,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 4 février 1909.

733

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite par Vivian Burrill, de Shawinigan Falls, J. H. Salter, de Montréal, H. Biermans, de Shawinigan Falls, J. E. Aldred, de Montréal, et A. E. Paquette, de Shawinigan Falls, à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill afin d'incorporer les dits requérants et telles autres personnes qui pourront devenir membres de la dite corporation en corps politique et incorporé, sous le nom de "Hôpital Général de Shawinigan Falls", et pour autoriser

Applications to the Legislature

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, Gaspard Lemoine and Victor Châteauvert, traders, and René Lemoine, Alexandre Châteauvert and Onésime Châteauvert, clerks, all of the city of Quebec, will apply for an act incorporating them and such other persons as may become shareholders in the proposed company, under the name of "J. B. Renaud & Cie, Limited", for the purpose of acquiring and carrying on the business now carried on by the said Gaspard Lemoine and Victor Châteauvert in partnership, under the name of "J. B. Renaud & Cie", at the city of Quebec, and for other purposes.

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,

Attorneys for applicants.

Quebec, 4th February, 1909.

710

We hereby given notice in behalf of Messrs. Charles Chaput, trader, of Montreal, Farquhar Robertson, of Montreal, S. D. Vallières, gentleman, of Montreal, and Victor Morin, notary, of Montreal, they will apply for a bill to the Legislature of Quebec, at its next session, to amend the charter of the city of Montreal, for the following purposes :

1. Reduction of the number of aldermen from two to one for each ward.

2. Creation of a board of commissioners of whom the mayor, shall be president, for the administration of civil affairs, and also for any other questions pertaining to the administration of the civic affairs of the city of Montreal.

BEAUDIN, LORANGER,

ST. GERMAIN & GUERIN.

Attorneys.

Montreal, 4th February, 1909.

712

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by "Lyman, Limited" (incorporated under The Dominion Companies' Act), having its head office in the city of Montreal, and Henry H. Lyman, Arthur Lyman, Albert Clarence Lyman and Walter Ernest Lyman, all of the city and district of Montreal, and the Royal Trust Company, Henry H. Lyman and Albert Clarence Lyman, in their quality of trustees and executors under the last will and testament of the late Frederick S. Lyman, for an act to ratify the transfer to "Lyman, Limited" of the business heretofore carried on at Montreal, under the name, style and firm of Lyman Sons & Co., including the transfer of the real estate known as lots bearing official numbers 25 and 26, centre ward, and 1540, of Saint Ann's ward, in the city of Montreal, including also the transfer of all the rights of the estate of the late Frederick S. Lyman, in the above mentioned business and real estate, and ratifying all the deeds passed for the purpose of giving effect to the aforesaid transfers and transactions.

LAFLEUR, MACDOUGALL,

MACFARLANE & POPE,

Solicitors for applicants.

Montreal, 4th February, 1909.

734

Public notice is hereby given that application will be made by Vivian Burrill, of Shawinigan Falls, J. H. Salter, of Montreal, H. Biermans, of Shawinigan Falls, J. E. Aldred, of Montreal, and A. E. Paquette, of Shawinigan Falls, to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a bill to incorporate the said applicants and such other persons as may become members of the said corporation a body politic and corporate, under the name of Shawinigan Falls General Hospital, and to authorize Julien C. Smith, in his

Julien C. Smith, en sa qualité de curateur à la succession vacante de James Ryan, de transporter et donner à la dite corporation proposée les argents appartenant à la succession vacante du dit James Ryan, et pour autres fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 3 février 1909.

731

Avis est donné par la succession de feu Dame Adine Pemberton, en son vivant épouse de M. Siméon Lesage, de la cité de Québec, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passage d'une loi aux fins d'autoriser la vente des biens délaissés par la dite Dame Lesage, notwithstanding la substitution créée par son testament, et autres fins.

S. LESAGE.

Québec, 16 février 1909.

739

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer une compagnie, sous le nom de Compagnie de Chemin de Fer de Lachine, Jacques Cartier et Maisonneuve, avec les pouvoirs suivants :

(a) Arpenter, tracer, construire, équiper, maintenir et mettre en opération une ligne ou des lignes de chemin de fer d'aucun point dans la ville ou dans la paroisse de Lachine, à un point sur la rive du fleuve Saint-Laurent, dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, ou dans la ville de Maisonneuve, passant en arrière de la Montagne de Montréal, avec pouvoir d'étendre telle ligne ou lignes de chemin de fer, du point de départ à Dorval d'un côté, et de l'autre côté au bout nord de l'île de Montréal.

(b) Construire, acquérir, posséder et naviguer des vaisseaux à vapeur et autres, pour le transport du fret et des passagers sur toutes les eaux navigables que le chemin de fer peut atteindre ou être en communication ; construire, ériger, acquérir, maintenir et mettre en opération des bassins, chantiers, quais, glissoires jetées, entrepôts et élévateurs dans tous les endroits sur le chemin de fer ou en communication avec icelui.

(c) Faire toute convention ou tout arrangement, ou s'amalgamer avec toutes autres compagnies de chemin de fer.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,

727

Solliciteurs des requérants.

Avis de Faillites

District de Saguenay.

Dans l'affaire de U. Tremblay & Cie, marchands, Saint-Siméon, Insolventes.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 29 janvier 1909, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS.

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.

Québec, 4 février 1909.

725

District de Trois-Rivières.

Dans l'affaire de J. A. Tremblay & Cie, marchands, La Tuque, Insolventes.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 30 janvier 1909, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

quality of curator to the vacant estate of James Ryan, to transfer and hand over to the said proposed corporation monies belonging to the vacant estate of the said James Ryan, and for other purposes.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,
Solicitors for applicants.

Montreal, 3rd February, 1909.

732

Notice is given by the estate of the late Dame Odine Pemberton, in her lifetime wife of Mr. Simeon Lesage, of the city of Quebec, that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to authorize the sale of the property bequeathed by the said Dame Lesage, notwithstanding the substitution created by her will and other purposes.

S. LESAGE.

Quebec, 16th February, 1909.

740

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act to incorporate a company, under the name of the Lachine, Jacques Cartier and Maisonneuve Railway Co., with the following amongst other powers :

(a) To survey, lay out, construct, equip, maintain and operate a line or lines of railway from any point in the town, or in the parish of Lachine, to a point on the bank of the river Saint Lawrence, in Hochelaga ward, of the city of Montreal, or in the town of Maisonneuve, passing in rear of the Mountain of Montreal, with power to extend such line or lines of Railway, from the starting point to Dorval on the one side, and to the northern end of the island of Montreal, on the other.

(b) To construct, acquire, own and navigate, steam and other vessels, for the conveyance of cargo and passengers, upon any navigable waters which the Railway may reach, or connect with ; to construct, erect, acquire, maintain and operate, docks, dockyards, wharves, slips, piers, warehouses and elevators, in all places on or connected with the railway.

(c) To enter into any agreement or arrangement, or to amalgamate, with any other railway companies.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,

728

Solicitors for applicants.

Bankrupt Notices

District of Saguenay.

In the matter of U. Tremblay & Cie, merchants, Saint Simeon, Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 29th January, 1909, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.

Quebec, 4th February, 1909.

726

District of Three Rivers.

In the matter of J. A. Tremblay & Cie, merchants, La Tuque, Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 30th January, 1909, I have been appointed curator to this estate.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateurs.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 4 février 1909. 723

District de Chicoutimi.

Joseph Tremblay, de Saint-Félicien, marchand, a, le 4 février 1909, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 4 février 1909. 741

District de Chicoutimi.

Simon Duchêne, de Roberval, marchand, a, le 1er février 1909, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 4 février 1909. 719

District de Québec.

Re Ferdinand Trudel, marchand, Allen's Mill,
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 29 janvier 1909, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 4 février 1909. 721

District de Chicoutimi.

Joseph Pierre Rivard, de Chicoutimi, marchand, a, le 28 janvier 1909, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 4 février 1909. 717

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de W. W. Partridge, Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné que, le 4ième jour de février 1909, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 4 février 1909. 735

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 4th February, 1909. 724

District of Chicoutimi.

Joseph Tremblay, of Saint Felicien, merchant, has, on the 4th of February, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 4th February, 1909. 742

District of Chicoutimi.

Simon Duchêne, of Roberval, merchant, has, on the 1st February, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi, according to law.

V. E. PARADIS,
* Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co.
Quebec, 4th February, 1909. 720

District of Québec.

Re Ferdinand Trudel, merchant, Allen's Mill,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 29th January, 1909, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 4th February 1909. 722

District of Chicoutimi.

Joseph Pierre Rivard, of Chicoutimi, merchant, has, on the 28th January, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 4th February, 1909. 718

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of W. W. Partridge, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 4th day of February, 1909, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within thirty days from this date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 4th February, 1909. 736

Avis est par le présent donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de J.-Bte Rheault, du Lac au Sable.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de produire leurs réclamations assermentées dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Québec, 4 février 1909.

715

Province du Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4991.

Dans l'affaire de Euclide Paul, de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, hôtelier,

Failli.

Avis est donné que, le premier jour du mois de février courant, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Euclide Paul, qui a fait une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

J. A. CHENEVERT,
Curateur.

No 40, rue Prince, Sorel.
Sorel, 3 février 1909.

729

Règle de Cour

Province du Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 3938.

Mercredi, le 3e jour de février 1909.

Présent : l'hon. Chs. C. deLorimier, J. C. S.
William C. Weaver, commerçant, de la ville de East Greenwich, dans l'état du Rhode Island, un des états-unis d'Amérique, Demandeur ;

vs

Napoléon Allard, de la paroisse de Saint-Alexis, district de Joliette, et John J. Trickey, ci-devant de Joliette, et maintenant des cité et district de Montréal, Défendeurs.

Vu la motion du demandeur à cet effet et conformément au jugement final rendu en cette cause, il est par les présentes ordonné aux créanciers du défendeur, John James Trickey, de produire leurs réclamations entre les mains du protonotaire de cette cour, sous quinze jours de la première publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

McCONVILLE & DUCHARME,
P. C. S.

713

Notice is hereby given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of J.-Bte Rheault, of Lac au Sable.

The creditors of said insolvent must file their claims, attested on oath, within a delay of thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.

Quebec, 4th February, 1909.

716

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 4991.

In the matter of Euclide Paul, of the city of Sorel, in the district of Richelieu, hotel keeper,

Insolvent.

Notice is hereby given that, on the first day of February instant, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

J. A. CHENEVERT,
Curator.

No. 40, Prince street, Sorel.
Sorel, 3rd February, 1909.

730

Rule of Court

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 3938.

Wednesday, the 3rd day of February, 1909.

Present : The Hon. Chs. C. deLorimier, J. S. C.
William C. Weaver, trader of the town of East Greenwich, in the state of Rhode Island, one of the united states of America, Plaintiff ;

vs

Napoléon Allard, of the parish of Saint Alexis, district of Joliette, and John J. Trickey, heretofore of Joliette, and now of the city and district of Montreal, Defendants.

Seeing the motion of plaintiff to that effect and in accordance with the final judgment rendered in this cause, the creditors of the defendant, John James Trickey are hereby ordered to file their claims with the protonotary of this court, within fifteen days from the first publication of this notice, in the "Quebec Official Gazette".

McCONVILLE & DUCHARME,
P. S. C.

714

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 6.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Arsenault vs Finet, 339 ; Belisle vs Morin, 340 ; Chagnon vs Duff, 340 ; Corbeau vs Boivin, 339 ; Dessureault vs Trotter, 339 ; Dubois vs Charbonneau, 339 ; Gauthier vs Paquette, 338 ; Gervais vs Savard, 338 ; Lapeyre vs Lelarge, 338 ; Leblond vs Chaillez, 338 ; Leroux vs Poiriau dit Bellefeuille, 330 ; Mawby vs Lanoix, 339 ; Pelletier vs Bessette, 338 ; Pelletier vs Brunet, 313 ; Provençal vs Provençal, 338.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 319.

ARRÊTÉS EN CONSEIL :—Permis de tuer l'original, etc., 321.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ANNUELLES :—Commission des chemins à barrières de Montréal, 337 ; La Cie de Pouvoir Electrique de Québec, 338.

AVIS :—Cour d'Echiquier du Canada, 340.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 324 ; Conseil législatif, 323.

CERCLE AGRICOLE :—Formation de :—Mission de Saint Ignace du Lac, 353.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Beaubien, Octave, 333 ; Bélanger, J. A., 327 ; Bureau Protestant des Commissaires d'écoles, 335 ; Canadian Light & Power Coy., 327 ; Chaput, Charles et autres, 354 ; Chartier, Joseph, 335 ; Cité de Montréal, 333 ; Cité des Trois-Rivières, 330 ; Cléroux, Louis-Joseph Vitalien, 334 ; Commission des écoles catholiques de Montréal, 333 ; Compagnie d'assurance mutuelle du commerce, 336 ; Compagnie du chemin de fer de Québec et Lac Saint-Jean, 332 ; Corporation du village de Laprairie, 330 ; Corporation municipale de Sainte-Anne de Beaupré, 332 ; Corporation de la ville Emard, 331 ; Corporation de la ville de Limoilou, 327 ; Dionne, Dme Marie Eugénie, 332 ; Dugas, Côme et autres, 328 ; Eastern Trust Coy., 331 ; Fraser Malcolm et autres, 332 ; Kontsogianopoulos et autres, 333 ; La ville de Maisonneuve, 336 ; La compagnie de pouvoir électrique Québec, 320 ; Laval Electric Company, 347 ; La ville de Saint-Louis, 329 ; Lachine, Jacques-Cartier et Maisonneuve Railway Co, 355 ; Lemoine, Gaspard et autres, 354 ; Les grévés et curateurs de feu Isaïe Hurtubise, fils, 327 ; Ligue Antialcoolique de Québec, 327 ; Lymans, limited, 352 ; Matthews, G. W. O. et autres, 329 ; Merchants' Light, Heat & Power Coy., 334 ; Modification de la charte de la Montreal Light, Heat and Power Coy, 328 ; Montreal Trust & Deposit Co, 328 ; Municipalité du village de Sainte-Thècle, 380 ; Provencher, Joseph Adélard, 332 ; Représentant légal de feu William Murray, 328 ; Révérends Pères Vanhaecke et autres, 336 ; Shawinigan Falls General Hospital, 354 ; Succession Henry Wilson, 327 ; Succession de feu Dame Pemberton, 355 ; Têtu (Dlles) Herminie et autres, 329 ; The Grand Lake and Bell River Railway, 335 ; Turgeon, Alexis, 329 ; Vandyke, George et autres, 337.

DÉPUTÉS ÉLUS :—District électoral de Bellechasse, 319 ; Hochelaga, 319.

ERRATUM :—Page 243, du 30 janvier 1909, 347.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 6.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Arsenault vs Finet, 339 ; Belisle vs Morin, 340 ; Chagnon vs Duff, 340 ; Corbeau vs Boivin, 339 ; Dessureault vs Trotter, 339 ; Dubois vs Charbonneau, 339 ; Gauthier vs Paquette, 338 ; Gervais vs Savard, 338 ; Lapeyre vs Lelarge, 338 ; Leblond vs Chaillez, 338 ; Leroux vs Poiriau dit Bellefeuille, 339 ; Mawby vs Lanoix, 339 ; Pelletier vs Bessette, 338 ; Pelletier vs Brunet, 313 ; Provençal vs Provençal, 338.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c, 319.

ORDER IN COUNCIL :—Permit to kill the moose, &c, 321.

ANNUALS GENERALS MEETING :—Montreal Turnpike Trust Co, 337 ; La Cie de Pouvoir Electrique de Québec, 338.

NOTICE :—Exchequer Court of Canada, 340.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 324 ; Legislative Council, 323.

FARMER'S CLUB :—FORMATION OF :—Mission of Saint Ignace du Lac, 353.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Beaubien, Octave, 333 ; Bélanger, J. A., 327 ; Protestant Board of School Commissioners, 335 ; Canadian Light & Power Co., 337 ; Chaput, Charles and others, 354 ; Chartier, Joseph 335 ; City of Montreal, 333 ; City of Three Rivers, 330 ; Cléroux, Louis Joseph Vitalien, 334 ; The Montreal Catholic School Board, 333 ; Commercial Mutual Insurance Company 336 ; The Quebec & Lak : Saint John Railway Company, 332 ; Corporation du village de Laprairie, 330 ; Municipal Corporation of Sainte Anne de Beaupré, 332 ; Corporation of the town Emard, 331 ; Corporation of the town of Limoilou, 327 ; Dionne, Dme Marie Eugénie, 332 ; Dugas, Côme and others, 328 ; Eastern Trust Coy., 331 ; Fraser Malcolm and others, 332 ; Kontsogianopoulos and others, 333 ; The town of Maisonneuve, 336 ; La compagnie de pouvoir électrique Québec, 329 ; Laval Electric Company, 337 ; La ville de Saint Louis, 329 ; Lachine, Jacques Cartier and Maisonneuve Railway Co, 355 ; Lemoine, Gaspard and others, 354 ; The institutes and curator of the late Isaïe Hurtubise, jr., 327 ; Ligue Antialcoolique de Québec, 327 ; Lymans, limited, 364 ; Matthews, G. W. O. and others, 329 ; Merchants' Light, Heat and Power Coy., 334 ; Amending the charter of Montreal Light, Heat and Power Coy, 328 ; Montreal Trust and Deposit Coy, 328 ; Municipality of the village of Saint Thècle, 330 ; Provencher, Joseph Adélard, 332 ; Legal representatives of the late William Murray, 328 ; Reverends Fathers Vanhaecke and others, 336 ; Shawinigan Falls General Hospital, 354 ; Estate Henry Wilson, 327 ; Estate of the late Dme Pemberton, 355 ; Têtu (Dlles) Herminie and others, 329 ; The Grand Lake and Bell River Railway, 331 ; Turgeon, Alexis, 329 ; Vandyke, George and others, 337.

MEMBERS ELECTED :—Electoral district of Bellechasse, 319 ; Hochelaga, 319.

ERRATUM :—Page 243, of 30 January, 1909, 337.

FAILLIS : — Bibeau, 341 ; Bourgeois & Thibodeau, 341 ; Desjardins & Godin, 341 ; Desrues, 342 ; Duchêne, 356 ; Ha ! Ha ! Lumber Co, 343 ; Joncas, 343 ; Labbé, 342 ; Labelle, 342 ; Langelier, 342 ; Lapierre & Hébert, 340 ; Larose, 341 ; Leclerc, 342 ; Partridge, 356 ; Paul, 357 ; Pinel, 341 ; Rheault, 357 ; Rivard, 356 ; Thibert, 342 ; Tremblay & Cie, 355 ; Tremblay & Cie, 355 ; Tremblay, 356 ; Trudel, 355.

LETTRES PATENTES : — La Compagnie de Briques d'Acton, 322 ; Oka Diamond Drilling Coy, 323.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES : — Demande d'annexer ou d'ériger : — Canton Guérin, 321 ; Divers lots de Saint-Damase, comté de Matane, au canton Cabot, 321.

NOMINATIONS : — Conseillers municipaux : — Saint-Roch de Mékinac, 320.

Greffier de la cour de circuit : — Kamouraska, 353.

Reviser des listes électorales : — Cité de Montréal, 321.

NOTAIRES, MINUTES DE DEMANDE DE TRANSFERT : — Charles Bédard, 321 ; Jos. Omer Adéard Lemire, 322.

PROCLAMATION : — Convocation des Chambres, 320.

RÈGLES DE COUR : — Loranger vs Loranger, 343 ; Weaver vs Allard et al, 337.

VENTE POUR TAXE MUNICIPALES : — Beauharnois, 344 ; Charlevoix, 344.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA : — The Canadian Saving Loan and Building Association vs Leclerc, 345.

BEAUCÉ : — Routhier vs Grenier, 345.

BEAUHARNOIS : — Banque d'Hochelaga vs Desrochers, 346.

CHICOUTIMI : — Belley vs Delle Simard, 336.

GASPÉ : — Roy vs Roy, 347.

JOLIETTE : — Vézina (Dme) vs héritiers Laliberté et al, 347.

MONTMAGNY : — Gaudreau vs Giasson, 348.

MONTREAL : — La ville de Saint-Louis vs Porteous, 350 ; Strang, failli, 348 ; The Liverpool and London and Globe Insurance Coy vs McGary et al, 350 ; Westgate & Lewis vs Austin, 349.

PONTIAC : — Campbell vs Havelin, 351.

QUÉBEC : — Cantin vs Bérubé, 351 ; Denis, failli, 352.

SAINT FRANÇOIS : — Menard (Dme) vs Chenette, 352.

TERREBONNE : — Walker vs Fergusson, 353.

INSOLVENTS : — Bibeau, 341 ; Bourgeois & Thibodeau, 341 ; Desjardins & Godin, 341 ; Desrues, 342 ; Duchêne, 356 ; Ha ! Ha ! Lumber Co, 343 ; Joncas, 343 ; Labbé, 342 ; Labelle, 342 ; Langelier, 342 ; Lapierre & Hébert, 340 ; Larose, 341 ; Leclerc, 342 ; Partridge, 356 ; Paul, 357 ; Pinel, 341 ; Rheault, 356 ; Rivard, 356 ; Thibert, 342 ; Tremblay & Cie, 355 ; Tremblay & Cie, 355 ; Tremblay, 356 ; Trudel, 355.

LETTERS PATENT : — La Compagnie de Briques d'Acton, 322 ; Oka Diamond Drilling Coy, 323.

SCHOOL MUNICIPALITY : — Application to annex or to erect : — Township Guérin, 321 ; Several lots of Saint Damase, county of Matane, to the township Cabot, 321.

APPOINTMENTS : — Municipal councillors : — Saint-Roch de Mékinac, 300.

Clerk of the circuit court : — Kamouraska, 353.

Revisor of electoral lists : — City of Montreal, 321.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER : — Charles Bédard, 321 ; Jos. Omer Adéard Lemire, 322.

PROCLAMATION : — Parliament convoked, 320.

RULES OF COURT : — Loranger vs Loranger, 343 ; Weaver vs Allard et al, 357.

SALES FOR MUNICIPAL TAXES : — Beauharnois, 344 ; Charlevoix, 344.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — The Canadian Saving Loan and Building Association vs Leclerc, 345.

BEAUCÉ : — Routhier vs Grenier, 345.

BEAUHARNOIS : — Banque d'Hochelaga vs Desrochers, 346.

CHICOUTIMI : — Belley vs Delle Simard, 246.

GASPÉ : — Roy vs Roy, 347.

JOLIETTE : — Vézina (Dme) vs heirs Laliberté et al, 347.

MONTMAGNY : — Gaudreau vs Giasson, 348.

MONTREAL : — La ville de Saint-Louis vs Porteous, 350 ; Strang, insolvent, 348 ; The Liverpool and London and Globe Insurance Coy vs McGary et al, 350 ; Westgate & Lewis vs Austin, 349.

PONTIAC : — Campbell vs Havelin, 351.

QUEBEC : — Cantin vs Bérubé, 351 ; Denis, insolvent, 352.

SAINT FRANÇOIS : — Menard (Dme) vs Chenette, 352.

TERREBONNE : — Walker vs Fergusson, 353.

